Моме драгом пријатељу
Dr Ники Жупанићу

3/16-I-1918
Лондон

М Зебић

LA SERBIE AGRICOLE

ET SA DÉMOCRATIE

Milorade ZÉBITCH

LA SERBIE AGRICOLE

ET

SA DÉMOCRATIE

Préface de YVES-GUYOT



LIBRAIRIE BERGER-LEVRAULT

PARIS	NANCY
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS	RUE DES GLACIS, 18

1917

PRÉFACE

J'ai toujours eu une profonde admiration pour le petit peuple serbe qui, sous l'oppression des Turcs pendant cinq siècles, a su conserver un caractère si nettement accusé qu'il a pu assurer sa libération. Il est difficile à un Français de comprendre toutes les souffrances endurées et toute l'énergie déployée par un groupe capable d'un pareil effort.

Comment ces hommes, ces femmes, ont-ils pu vivre, élever des enfants, pourvoir aux besoins quotidiens alors que leurs maîtres n'étaient occupés qu'à les dépouiller de tout ce qu'ils pouvaient produire?

Ce n'est qu'en 1833 que les Turcs ont été chassés du pays; et encore ils ont tenu garnison à Belgrade jusqu'en 1862.

Aujourd'hui, hélas ! de toutes les nations foulées par les austro-germains, la Serbie est la plus martyrisée. (On trouvera p. 66 un rapport sur la situation actuelle de la Serbie.) Au moment où j'écris ces lignes, je vois dans le *Times* du 3 octobre le récit des impressions d'un neutre qui a vécu à Nich pendant toute la durée de la guerre. La population de la ville a diminué de 60 %, elle est réduite à 10.000 ou 12.000 personnes. La plupart sont des femmes et des enfants. Tous les hommes, même les vieillards, ont été emmenés, beaucoup en Bulgarie ; et la cruauté des Bulgares a dépassé celle des Turcs. Des enfants ont été pris et fouettés impitoyablement afin que les malheureux révélassent où étaient cachées des armes et des munitions qui n'existaient le plus souvent que dans l'imagination de leurs bourreaux.

Les Bulgares ont volé tout ce qu'ils pouvaient prendre et, s'ils trouvent des livres, ils les brûlent.

La dévastation a été telle que les prix rendent les achats inaccessibles : un porc moyen vaut de 750 à 1.000 francs. Le pain de maïs frais, tout noir, de deux livres vaut plus de 4 francs. Quand il est sec, il ne pèse plus qu'une livre. Les pommes de terre valent de 1 fr. 25 à 2 francs la livre.

Cependant, étant données leurs habitudes de

sobriété, les Serbes peuvent encore vivre avec un peu de pain, d'oignons et de sel. Ils restent pleins de courage. « Avec un esprit invincible, ils espèrent avec confiance dans leur libération, déclarant qu'en dépit de toute oppression la Serbie sera de nouveau la Serbie. »

C'est le même sentiment de confiance intrépide qu'on trouve dans l'étude de M. Milorade Zébitch. Après avoir montré la situation agricole de la Serbie telle qu'elle était à la veille de la guerre, il étudie les moyens de la reconstituer et de l'améliorer au lendemain de la paix.

La Serbie est une démocratie composée de petits propriétaires.

Au moment de la guerre, sur 401.100 familles, 331.700 ou 92 % étaient propriétaires. Dans la Croatie et dans le Banat, où la petite propriété est la règle, il n'y a cependant que 70 familles propriétaires sur 100. M. M. Zébitch parle avec raison de la force d'attraction de la petite propriété.

Les zadrougas, formant des familles patriarcales, ont à peu près disparu. M. M. Zébitch en exprime quelque regret. Peut-être, pour la reconstitution de la Serbie, alors qu'il y aura un grand besoin de groupements, plus de femmes que d'hommes, peut-on prévoir un retour vers une forme de collaboration présentant des analogies avec les anciennes associations.

On mettra peut-être, dans une même exploitation, sous une même direction, de petites propriétés auxquelles manqueront les chefs de famille.

Le progrès agricole mange la forêt ; mais la superficie couverte de forêts est estimée à 1.500.000 hectares, dont 36 % appartiennent à l'État, 43 % aux communes et aux villages, 1 % aux monastères et églises, 20 % aux particuliers.

Les recettes, dit M. M. Zébitch, provenant de l'exploitation des forêts sont encore insignifiantes, par défaut de moyens de communication (p. 61). C'est là un capital énorme, et une partie de l'indemnité que recevra la Serbie devra être employée à le mettre en valeur. Le bois atteindra de très hauts prix pendant une longue période. Les Serbes devront mobiliser ce capital et, tout en ménageant des réserves pour l'avenir, étendre de cette manière leurs terres labourables, leurs pâturages et leurs vergers.

M. Zébitch constate que « si l'agriculture a fait quelques progrès, elle est encore loin de ce qu'elle aurait pu être. » On peut en dire autant de presque toutes les régions agricoles du monde. Mais les Serbes achètent des machines, emploient des engrais chimiques. Leur production est très variée.

En tête vient le bétail : or, plus nous irons,

plus la consommation animale fera de progrès. Avec les procédés frigorifiques, l'exportation en sera d'autant plus facile, dans un rayon de plus en plus étendu, et le libre accès de la Serbie à la mer leur assurera un débouché illimité.

Quant aux céréales, ce ne seront point les consommateurs qui manqueront, quelque réduit que soit leur pouvoir d'achat après la guerre. Mais les Serbes pratiquent déjà une des meilleures manières d'utiliser le maïs. En le faisant manger par leurs porcs, ils le transforment en viande.

En 1904, ils en avaient exporté 147.275 pour une valeur de près de 15 millions de francs. Comme ils étaient sur le point de conclure une union douanière avec la Bulgarie, la Monarchie austro-hongroise intervint et prohiba l'entrée des porcs serbes. J'ai raconté ailleurs les incidents de « la guerre des cochons » qui montre l'esprit d'hostilité hargneuse que n'a cessé de témoigner à la Serbie sa redoutable voisine.

Les Serbes sont de grands producteurs de fruits. On verra (p. 50) qu'ils exportaient pour environ 400.000 quintaux métriques de pruneaux et une forte quantité de marmelade de prunes. Voilà les résultats de bonnes cultures qui n'exigent pas une grande main-d'œuvre et dont les produits sont assurés d'une clientèle. Les Serbes produisent un peu de sucre. Si j'ai un

conseil à leur donner. qu'ils abandonnent cette industrie et au lieu de la protéger, qu'ils laissent entrer librement le sucre chez eux. Avec la concurrence du sucre de canne, le système des primes qui reparaîtra probablement à l'expiration de la Convention de Bruxelles, ils auront tout intérêt à l'acheter bon marché et à le transformer en fruits confits et en confitures.

On voit, par ces quelques lignes, l'intérêt qu'offre l'étude si claire et si précise de M. Zébitch sur l'agriculture en Serbie. L'industrie agricole reste la première des industries (1). Que les Serbes ne s'en laissent pas détourner et qu'ils appliquent toute leur énergie et toute leur intelligence à la développer. Voilà le vœu que je fais.

YVES-GUYOT.

Le Bordage (Ille-et-Vilaine)
octobre 1917.

(1) Voir YVES-GUYOT : Les Ressources et les besoins dans le monde (*Journal de la Société de la Statistique de Paris* août 1917).

LA SERBIE AGRICOLE

ET

SA DÉMOCRATIE

I

ASPECT GÉNÉRAL. — LES PRINCIPALES RÉGIONS PRODUCTRICES. — LA SITUATION DE LA SERBIE AU DÉBUT DU XIX[e] SIÈCLE. — RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE SOUS LE PRINCE MILOCHE. — LE DÉPART DES TURCS ET L'ACQUISITION DE TERRE PAR LES AGRICULTEURS. — RACHAT DE TERRES PAR L'ÉTAT APRÈS LE CONGRÈS DE BERLIN. — LE BIEN-ÊTRE DU PAYSAN ET SON ROLE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉTAT. — NOUVEAUX PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. — PROGRÈS RÉALISÉ PAR L'AGRICULTURE. — ÉCOLES D'AGRICULTURE, STATIONS AGRONOMIQUES, PÉPINIÈRES D'ARRONDISSEMENT.

La superficie de la Serbie est de 87.303 kilomètres carrés, dont 39.000 kilomètres carrés environ représentent les territoires de la Vieille-Serbie et de la Macédoine, acquis à la suite de la guerre de 1912-1913. Le temps écoulé entre le traité de

Bucarest et le commencement de la guerre européenne a été trop court pour permettre une étude approfondie de la situation économique des nouvelles provinces serbes, plus court encore pour l'application des mesures que la situation économique et sociale, créée par la domination turque et l'état de misère de la population, rendaient indispensables.

C'est pourquoi, dans cette étude, nous nous bornerons à exposer plutôt la situation de l'agriculture en Serbie, telle qu'elle était avant le traité de Bucarest. La Vieille-Serbie et la Macédoine — dont nous ne parlerons que dans la mesure où les données incomplètes dont nous disposons nous le permettent — passeront sans doute par les mêmes phases, dans leur évolution économique, plus rapide, peut-être, et, dans quelques dizaines d'années, atteindront, grâce au nouveau régime et à la fertilité de leur sol, le même degré de développement économique que la Serbie des anciennes frontières.

On a souvent appelé la Serbie *le pays de verdure*, car, avec sa végétation luxuriante, ses collines boisées et ses montagnes, elle impose cette impression à tous ceux qui viennent la visiter. La partie est de son territoire, excepté quelques régions très montagneuses, est une suite ininterrompue de collines ensoleillées recouvertes de vignes, de prairies, de bons pâturages. Au centre, c'est la vallée de la Morava, qui va du Danube jusque dans la Nouvelle-Serbie, et où se succèdent de vastes champs de maïs, de blé, de betteraves et de chanvre, qui rejoignent, au sud, les plantations de pavots, de tabac et de mûriers. A l'ouest, c'est la plaine

Matchva, entre la Drina et la Save, qui donne les meilleures céréales : c'est la plus riche contrée du pays. Au sud-ouest, c'est le pays des vergers, ce sont les hauts plateaux avec d'excellents pâturages. Plus au sud, s'étend la région des montagnes recouvertes de forêts séculaires, donnant naissance à de nombreux ruisseaux et rivières qui arrosent le sol de la Serbie.

Que l'on vienne en Serbie, soit du nord, soit du sud, on est toujours frappé par la diversité d'aspect que ce pays présente. On ne constate ni la monotonie de la plaine hongroise, ni la nudité et la désolation qui caractérisent le sud de la péninsule balkanique, où subsisteront longtemps encore les traces de la domination turque. Ceux qui ont vu la Hongrie, où, sur de grands espaces, on découvre à peine ci et là quelques groupes de maisons, reconnaissent, dès qu'ils ont franchi la frontière, que la Serbie est surtout un pays de petite propriété, où les villages se succèdent, où l'on voit partout des vergers, des enclos, de petites fermes, des maisons dont les toits rouges percent, l'été, à travers la verdure.

Il y eut cependant un temps où l'état de la Serbie ne fut pas meilleur que celui de la Vieille-Serbie et de la Macédoine : c'était après le départ des Turcs. Quand la Serbie commença la lutte pour sa libération, au début du XIX[e] siècle, elle était déjà, depuis de longues années, spoliée et martyrisée. L'ancien État serbe avait disparu depuis cinq siècles, sous les vagues des envahisseurs et, avec lui, l'agriculture et le commerce, ainsi que l'industrie minière, qui était très florissante au moyen âge. Les nombreuses routes qui reliaient

autrefois la Serbie aux ports et villes de l'Adriatique témoignent du vif trafic commercial des temps passés. Les vestiges des anciennes colonies minières, que l'on trouve sur toute l'étendue du royaume, les traditions que les populations se sont fidèlement transmises jusqu'aux temps actuels, la richesse des mines elles-mèmes qui ont été rouvertes après des siècles de chômage, sont autant de preuves de la grande activité qui a régné jadis en ce domaine.

Tout ce que les Serbes avaient créé dans les Balkans, en s'inspirant des deux cultures, byzantine et latine, devait disparaître : les lois et les institutions, ainsi que la prospérité économique du pays. La vie même du peuple se ralentit. L'insécurité générale fut telle que le Serbe abandonna les plaines et les champs; il se retira dans les montagnes ou émigra.

Les terres abandonnées furent distribuées par les sultans à leurs commandants militaires et aux soldats. D'autres terres furent prises de force par les oppresseurs. Nous ne pouvons exposer ici, même succinctement, tout ce que les Serbes ont souffert pendant ces siècles d'esclavage. Pourtant, il est nécessaire de rappeler quelques faits historiques, pour donner une idée plus précise de ce qu'était la Serbie à la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle.

Quand l'Autriche entra en guerre avec la Turquie, en 1788, les Serbes, surtout séduits par les promesses de l'Autriche, se soulevèrent, désireux de se libérer du joug ottoman. Leurs premiers succès militaires leur donnèrent de grands espoirs, mais ceux-ci furent déçus lorsque l'Autriche abandonna

les Serbes à leur sort. Ils eurent également à subir les massacres des Turcs et les exigences des volontaires autrichiens, qui voulaient obliger la population, soit à se soulever, soit à passer en Autriche. Les Turcs et les Autrichiens rivalisèrent dans leurs dévastations. La région des départements actuels de Podrigné et de Valiévo, entre Jadar et Kouloubara, fut dévastée. La vie devint tellement précaire pour les Serbes que même les Turcs qui avaient quelque humanité leur conseillèrent de fuir. Du centre même du pays, la population partit en masse et traversa la Save et le Danube (1).

Le premier groupe qui passa la Save comptait, à lui seul, 500 familles ; un autre, 780 familles avec environ 5.000 personnes, amenant 1.509 chevaux, 4.303 bœufs et vaches, 1.049 porcs et 9.107 têtes d'autre bétail. L'abandon du pays prit de telles proportions qu'à un moment donné les commandants autrichiens crurent que le peuple tout entier allait passer en Autriche. L'émigration se prolongea ainsi durant les années 1789 et 1790. Elle diminua seulement lorsque les Autrichiens décidèrent de ne garder que les riches immigrés et de refuser les pauvres.

La misère de la population ainsi réduite était extrême. Les Serbes avaient à supporter de lourdes charges. Ils avaient, en outre, à subir les exactions et l'arbitraire, exercés par les fonctionnaires turcs pour leur propre compte (2). Leur situation s'ag-

(1) Drag. Pavlovitch : *La Serbie pendant la dernière guerre austro-turque* (1788, 1791), Belgrade, 1910, pages 161, 162, 222.

(2) Dans son *Lexicou Serbe*, Vouk Karadjitch dit se souvenir comment Ali pacha Vidaïtch, pour s'emparer des paysans du village Klouptzi, les avait fait ligoter et battre jusqu'à ce qu'ils devinssent ses hommes.

grava encore après la mort du vizir de Belgrade, Mustapha pacha, tué par les dahis, lorsque ceux-ci devinrent virtuellement maîtres du pays et que le nouveau vizir se trouva complètement soumis à leur influence. En prenant les armes, sous la conduite de Karageorge, en 1804, les Serbes déclarèrent qu'ils ne se soulevaient pas contre le sultan, mais contre la tyrannie des dahis.

Après de longues et héroïques luttes, la vague barbare se retira. Les Serbes se trouvèrent presque aussi pauvres qu'à leur arrivée dans la péninsule Presque tous n'étaient plus que de simples agriculteurs. Il ne subsistait que quelques monuments de leur ancienne civilisation, comme pour montrer que leur infortune présente était complète. Alors que leurs ancêtres pouvaient s'enorgueillir d'avoir eu, dès le XIVe siècle, un code de lois, ils avaient maintenant tout à reconstituer. Leur premier prince même était illettré. Mais les quelques centaines de mille pauvres et héroïques agriculteurs serbes, avec leur prince, ayant le sultan pour suzerain et le prince Metternich pour premier voisin, se mirent résolument au travail pour reconstruire leurs foyers et parachever la formation de leur État.

Vers 1830, certaines régions de la principauté serbe, notamment celles du centre, avaient déjà marqué un sensible progrès. Le régime offrant plus de garantie et de liberté, la vie avait repris partout. Les voyageurs qui ont traversé la Serbie, à cette époque, ont constaté cette amélioration. Un voyageur de marque a écrit, en parlant de la région de Kragouiévatz : « Nous vîmes des champs labourés, de nombreux moulins et scieries ; les paysans avaient une bonne mine ; cela faisait contraste

avec ce que nous trouvâmes jusque-là. » Avec l'extension de la culture des champs, qui avait été presque complètement abandonnée pendant le régime de l'oppression, renaît le commerce des céréales. Bientôt une quantité de blé traverse la frontière. Ce produit, les porcs et quelques autres articles représentent toute l'exportation de la Serbie.

Dans la plaine du nord-ouest, exposée aux inondations, des chaussées furent élevées ; on creusa des canaux pour l'écoulement des eaux et l'on obtint ainsi quelques milliers d'hectares de meilleure terre. En 1835, sur invitation du prince Miloche, le géologue connu de l'époque, le baron de Haerder, vint en Serbie pour étudier la structure géologique du sol et la possibilité de mise en valeur de sa richesse minière. Les premiers recensements de la population et les premières statistiques datent de cette époque.

Dès 1833, les Serbes établis sur les terres des dahis, devinrent propriétaires de ces terres. Ainsi, cette question, si importante pour la structure sociale de la Serbie et son futur développement, fut heureusement et radicalement résolue au commencement même de la renaissance du pays.

Quand la Serbie fut agrandie, après le Congrès de Berlin, on racheta aux émigrants turcs les terres ou les droits qu'ils avaient sur celles-ci. Cette opération fut réglée par la loi du 3 février 1880. Les terres pour lesquelles les possesseurs étaient obligés de donner aux agas, autrefois aux dahis, une redevance annuelle en produits du sol ou en argent, restaient la propriété des possesseurs, si la possession datait d'un an au moins avant la loi. L'indemnité

donnée aux agas était de sept fois le revenu moyen annuel, si le paiement se faisait en argent, et de huit fois, si l'on payait en nature. Les terres qui étaient la vraie propriété des Turcs et qui étaient exploitées par des fermiers devenaient la propriété de ceux-ci moyennant une indemnité et à la condition que le bail durât dix années consécutives. L'indemnité était la même que pour les terres des agas. Les grands propriétaires qui voulaient exploiter eux-mêmes leurs terres étaient tenus de vendre, à chaque famille établie sur leur terre, la maison, le jardin et une certaine superficie de terre pour chaque contribuable. Un emprunt, que le gouvernement contracta, fournit les moyens pécuniaires pour cette opération de rachat.

Grâce à la sûreté, à l'amélioration générale des conditions de la vie et de production, l'activité économique augmenta constamment.

Jusque vers 1870, la situation de l'agriculteur serbe était généralement considérée comme particulièrement bonne. On trouvait partout de bonnes terres. Ses charges d'impôts étaient minimes. Sa vie était encore patriarcale. Il vivait en grande famille. Les femmes filaient le coton et la laine, elles tissaient la toile et les draps. Les besoins en objets étrangers à la production domestique étaient très restreints. L'État avait pris non seulement les mesures nécessaires pour assurer à l'agriculteur la possession en propre de sa terre, mais encore celles destinées à lui garantir l'indépendance. Les écoles, petites et grandes, étaient accessibles à tous. Les plus hautes fonctions publiques étaient généralement occupées par des fils d'agriculteurs qui

avaient voué leurs enfants au service de l'État. Un Anglais, Vivian Herbert, qui connut la Serbie vers 1890, surpris du contraste qui existait entre ce pays et les pays de l'Occident, donna plus tard à son livre le titre suivant : *Servia, the poor man's paradise* (La Serbie, le paradis du pauvre).

Il est vrai qu'en Serbie il n'y avait pas de grande richesse. Les grands propriétaires étaient rares. Il n'y avait pas d'industrie et le pays ne connaissait pas les crises que celle-ci entraîne souvent. D'autre part, chacun possédait quelque chose. D'après les statistiques officielles, sur 2.492.882 habitants en 1900, représentant 401.093 ménages, 91,59 % possédaient des maisons et autres immeubles. Le travail assurait facilement le nécessaire. D'ailleurs, la plus grande partie de la population menait une vie modeste et sobre et n'avait à satisfaire ni grands besoins, ni exigences d'une vie raffinée.

Lorsque la Serbie devint de petite principauté vassale un État indépendant, elle se trouva, après le Congrès de Berlin, devant de nouveaux problèmes : la construction des chemins de fer, la question agraire dans les territoires acquis en 1878, l'armement, diverses réformes administratives, — autant de questions dont la solution n'était pas possible sans une augmentation des dépenses publiques. Une nouvelle loi sur les contributions directes fut votée, instituant de nouveaux impôts qui ne ressemblaient en rien à ceux qui existaient depuis la libération de la Serbie. Les traités de commerce rendirent souvent difficile la situation de certaines branches de la production. L'accroissement constant de la population et un grand nombre d'autres circonstances inconnues dans la Serbie

d'autrefois commencèrent à changer lentement l'état de la Serbie tel qu'il existait il y a trente ans. La physionomie du pays, dans son ensemble, ne fut pas beaucoup modifiée. L'agriculture resta la principale occupation des Serbes ; le nombre de propriétaires ne diminua pas. Mais, dans cette nouvelle période, la différenciation a déjà commencé et elle se fait au profit des grands propriétaires, qui accroissent leur fortune tandis que les petits agriculteurs, dont le nombre augmente, manquent souvent de terre.

Néanmoins dans l'ensemble, l'agriculture n'a cessé de progresser, l'agriculteur devenant plus riche, mieux instruit et sa production étant toujours de plus en plus supérieure à sa consommation.

Il y a soixante ans, on a ouvert en Serbie la première école d'agriculture. En 1913, il existait trois écoles dans les anciennes frontières et une dans la Nouvelle-Serbie. Ce sont des écoles pratiques d'agriculture, pourvues chacune d'un vaste domaine. Elles possèdent un personnel instruit et disposent des moyens nécessaires, en matériel et en bétail, pour embrasser dans leurs programmes d'enseignement toutes les branches de l'agriculture. Chacune de ces écoles se consacre en particulier à l'enseignement agricole, qui a le plus d'importance pour la région où elle se trouve. Les écoles de Chabatz et de Skoplié ont la spécialité de la culture des champs ; celle de Boucovo est désignée pour la viticulture et l'arboriculture fruitière ; l'école de Kraliévo pour l'élevage et la culture alpestre.

D'autres institutions ont été créées aussi pour

répandre parmi les agriculteurs des connaissances agricoles et leur fournir les moyens nécessaires pour une agriculture rationnelle. Telles sont les « stations agronomiques » créées par la loi de 1898 pour fournir aux cultivateurs le moyen d'acquérir les connaissances pratiques dont ils ont besoin pour l'exploitation avantageuse de leurs biens et pour leur permettre de suivre les progrès réalisés dans l'industrie agricole. Sur dix-sept départements de la Serbie, chacun d'environ 3.000 kilomètres carrés, sept des plus riches possèdent des stations agronomiques. Ces stations sont munies chacune d'un verger de deux hectares, d'un vignoble, d'une basse-cour et d'un rucher. Elles doivent posséder chacune un établissement pour l'élevage des vers à soie, un vivier et un atelier pour l'enseignement des métiers concernant l'agriculture. A chacune d'elles doit se rattacher une école pratique d'agriculture. A Toptchidère, près de Belgrade, il existe un domaine de l'Etat et une ferme-école, créés il y a soixante-dix ans. Ce domaine a été affecté à la première école d'agriculture. Il y a été rattaché plus tard une école de vannerie. Le domaine a 270 hectares de bois et 150 hectares de terre labourable. C'est là que sont faites les recherches et expériences de la station agronomique rattachée au Ministère de l'Agriculture.

En 1898, une loi a créé les « pépinières d'arrondissement », ayant pour but de distribuer aux agriculteurs le plus grand nombre d'arbres fruitiers de différentes sortes, de vigne, de mûrier blanc et d'autres arbres et arbustes utiles. Les pépinières d'arrondissement enseignent la culture des abeilles, des vers à soie et l'élevage de la volaille. Elles ont

aussi des écoles pratiques pour les divers travaux agricoles qui y sont pratiqués. En 1912, soixante arrondissements (1) environ sur quatre-vingt-un de l'ancien territoire possédaient des pépinières, dont la superficie moyenne était de 5 hectares.

L'agriculture ne pourra réaliser de véritables progrès que s'il se trouve à la tête des diverses institutions destinées à favoriser le développement agricole un établissement spécial ayant pour objet : 1° d'organiser les recherches scientifiques ; 2° de propager le résultat de ces recherches par un enseignement agricole supérieur.

Les esprits les plus éclairés du pays n'ont pas cessé depuis un certain nombre d'années de démontrer que l'enseignement plus ou moins empirique des écoles d'agriculture est insuffisant et que seule une école disposant de laboratoires modernes, des installations de démonstration et du personnel nécessaire pour effectuer les recherches scientifiques du domaine de l'agriculture, pourrait ouvrir la voie au progrès rationnel et au développement intense de cette branche si importante de l'activité nationale.

Après une campagne active de plusieurs années, menée en faveur de la création de cette école, il fut décidé de créer une faculté spéciale pour l'agriculture à l'Université de Belgrade ; mais les guerres, depuis 1912, ont empêché la réalisation de ce projet qui sera certainement repris aussitôt la paix.

(1) La superficie d'un arrondissement est de 600 kilomètres carrés, en moyenne.

BIBLIOGRAPHIE : E. de Laveley : *La Péninsule des Balkans*, 1888, 2 v., Bruxelles. — K. Jireček : *Studien über Staat und Gesellschaft in mitelalterlichen Serbien*, Denkschr. d. Kaiserl. Akad. Wien, 1911. — St Novakovitch : *Proniari et Bachetinitzi*, Glas de l'Academie Royale Serbe, Belgrade, 1896. — K. Jireček : *Geschichte der Serben*, Perthes, Gotha, 1911. — E. de Laveley : *De la propriété et de ses formes primitives*, 1874. — Drag. Novakovitch : *La Zadrouga*, Paris, 1905. — Herbert Vivian : *Servia the poor man's paradise*, Longmans, Green and C°, 1895, London. — Alfred Steed : *Servia by the Servians*, Heineman, London, 1909. — *La Serbie à l'Exposition de Turin*, 1911, Belgrade. — *Statistique du Commerce extérieur*, 1911, Belgrade.

II

L'agriculture, principale industrie du pays. — La superficie de la terre cultivée et sa répartition. — A-t-elle atteint le maximum? — La population. — Pertes causées par les guerres, depuis 1912. — Colonisation intérieure. — Les campagnards et les citadins. — L'émigration. — Répartition de la propriété foncière. — La grande famille. — Zadrouga, comme facteur économique et social. — Le homestead. — Les greniers communaux. — Les associations coopératives. — Le morcellement et ses méfaits. — Le Role de l'Etat. — La propriété dans la Nouvelle Serbie. — Banque Agricole.

Comparée aux autres branches d'activité, l'agriculture est de beaucoup la plus importante industrie du pays. Elle absorbe 87,30 % de la population. L'exportation de la Serbie pour l'année 1911 se

chiffrait à 117 millions environ. Les produits de l'agriculture et de l'élevage y figuraient pour 103 millions, soit 88 %.

La surface de la terre cultivée s'accroît constamment et l'on ne peut juger du progrès réalisé, si l'on ne se rappelle pas la situation agricole dans laquelle les Turcs avaient laissé la Serbie, à leur départ. D'après les données officielles du gouvernement turc, la surface cultivée dans les provinces annexées par la Serbie en 1913 était à peine de 8 % de la superficie totale. Elle était de 10,61 % dans le vilayet de Kossovo et de 7,30 % dans celui de Monastir.

D'une façon générale, on peut dire qu'un tiers environ, soit 33 %, de la Serbie d'avant le traité de Bucarest forme la surface cultivée. Sur 4.830.260 hectares de la superficie totale de la Serbie, 2.775.083 hectares appartenaient en 1905 à l'Etat : les autres 2.055.177 aux particuliers et aux communes. Ce dernier chiffre se répartissait ainsi :

	Hectares
Jardins	25.815 25
Terres labourables	1.027.815 72
Vignobles	33.101 18
Vergers	136.939 51
Prairies	322.683 23
Pâturages	95.708 64
Futaies et taillis	136.399 34
Forêts	166.613 41
Pacages	59.855 45
Autres terres	50.255 81
Total	2.055.176 83

Au point de vue de la mise en valeur des terres, la Serbie est loin d'avoir atteint le maximum. De

nombreux terrains sont encore en friche ou recouverts de bois. La nature du sol, avec des collines et des pentes douces, permettra une grande extension de la culture, lorsque l'agriculteur disposera de plus de moyens et lorsque l'accroissement constant de la population aura poussé vers la mise en valeur des terrains moins fertiles. Mais, pendant plusieurs dizaines d'années, la politique agricole devra s'occuper, d'un côté, à utiliser les vastes terrains incultes de la Nouvelle-Serbie, qui sont inexploités, en grande partie, depuis le moyen âge, et d'un autre côté, à combler par une politique de colonisation intérieure avisée les vides causés dans la population par les guerres de ces dernières années.

Avant les guerres balkaniques la Serbie était le pays des Balkans le plus peuplé. En général, il y avait 60 habitants au kilomètre carré. De 1890 à 1910, les recensements quinquennaux faisaient ressortir comme suit l'accroissement annuel de la population :

De 1890 à 1895	6,90 %
De 1895 à 1900	7,80 —
De 1900 à 1905	7,80 —
De 1905 à 1910	8,30 —

En supposant que le taux d'accroissement soit resté le même de 1910 à 1916 la population de la Serbie aurait dû s'élever de 2.911.701 à 3.170.000 habitants. Les sacrifices énormes consentis par la Serbie dans sa lutte pour la liberté et, d'autre part, les épidémies qui ont éprouvé le pays ont entamé la population dans d'effrayantes proportions. La situation causée par la guerre et les maladies devient plus mauvaise encore, chaque jour, par

suite des déportations de la population paisible, condamnée à mourir par dizaines de mille de faim et de souffrances, dans les camps d'internement de l'Autriche et de la Hongrie. Les contrées occupées par les Bulgares n'en sont pas moins éprouvées par les exécutions systématiques que ceux-ci pratiquent sur les meilleurs citoyens tombés entre leurs mains.

Au mois de juillet 1916, les autorités militaires autrichiennes ont procédé au recensement de la population. La partie de l'Ancienne-Serbie occupée par les Autrichiens aurait dû compter, en 1916, 1.700.000 habitants. Il n'en a été trouvé que 1.218.027, c'est-à-dire 480.000 personnes ou 28 % de moins. Si l'on prend pour base le montant de la population en 1910, la diminution effective en 1916 est de 22 % (1), ce qui, pour le total de la population, représenterait une diminution de près de 1 million. Dans les départements occupés par l'Autriche, mieux peuplés que ceux occupés par les Bulgares, de 65 habitants en 1910, il n'en reste que 51 par kilomètre carré.

Avec le retour de l'armée, des déportés, des nombreux réfugiés disséminés en Roumanie, Russie, Italie, Suisse, Grèce, surtout en France, cet état de choses s'améliorera un peu, mais la perte en hommes restera énorme et l'un des premiers devoirs du gouvernement sera d'accorder toutes les facilités pour activer l'immigration et le retour des Serbes et autres Yougoslaves qui, de différentes contrées,

(1) La population masculine a diminué de 38,3 % et la population féminine de 5,3 %. Il est à remarquer qu'en Serbie la proportion entre la population masculine et la population féminine avant la guerre était 100 hommes sur 94 femmes. D'après le recensement de 1916, pour 100 femmes on a trouvé 69 hommes.

sont allés à l'étranger et dont le nombre en Amérique est estimé à 1 million 1/2.

***

La population urbaine ne représente en Serbie que 17 %. Le développement de l'industrie n'étant commencé que depuis peu de temps, les ruraux sont restés fidèles à leurs champs et leurs forêts : la Serbie n'a pas connu l'exode rural ni cette agglomération dans les villes devenue inquiétante sous beaucoup de rapports dans les pays de l'Occident. En effet, il a été constaté qu'en France, par exemple, de 1896 à 1901, la population urbaine s'était accrue de 895.000 unités et que cet accroissement ne provenait nullement de l'excédent des naissances sur les décès, lequel n'était que de 35.000, mais bien de l'émigration des populations rurales qui dépassait de 670.000 unités le chiffre du précédent recensement (1). M. Souchon. dans sa remarquable étude sur la crise de la main-d'œuvre agricole en France, outre de nombreuses autres données, rappelle qu'en 1846 la population de la France s'élevait à 35.401.761 unités et les habitants des campagnes figuraient dans ce chiffre pour 26.650.446 ; ce qui donne une proportion de 75,6 %. En 1906, sur 39.252.245 habitants, il y avait 22.715.011 ruraux, soit 57,9 % (2). Dans certains pays balkaniques apparaît le même phénomène, souvent pour d'autres causes. Dans les provinces de la Turquie d'Europe, l'insécurité qui régnait dans la campagne

(1) Jules Méline : *Le Retour à la terre*, Hachette, 1905, p. 86.

(2) A. Souchon : *La Crise de la main-d'œuvre agricole en France*, Paris, 1914, p. 12.

avait obligé les campagnards à aller s'abriter dans les villes. C'est pourquoi, dans les nouvelles provinces de la Serbie, la population urbaine est proportionnellement plus importante que dans les anciennes.

De même que le déplacement de la population campagnarde vers les villes, l'émigration à l'étranger est restée inconnue à la Serbie, alors qu'elle se faisait dans de grandes proportions chez les pays voisins. Chaque année, des milliers de campagnards quittaient la Turquie d'Europe, la Hongrie, la Bosnie, l'Herzégovine et la Grèce (1). Les parties de la Serbie de l'Est seules envoyaient autrefois des travailleurs agricoles à la Roumanie pour les travaux de moissons; mais avec le développement de l'industrie minière dans les départements de l'Est (mines de Bor) cette émigration a cessé.

Quoique la disproportion entre la population urbaine et la population rurale soit marquante, et quoiqu'on ait pu regretter que les villes serbes n'aient pas pris plus de développement, la stabilité des campagnards et leur attachement à la terre ont assuré à l'agriculture la main-d'œuvre nécessaire et préservé des méfaits d'une agglomération de la population pauvre dans les villes encore trop peu

(1) De 1906 à 1907, le bureau d'immigration de New-York enregistrait à l'entrée plus de 36.000 sujets hellènes important près de 5 millions de francs. Il n'y a pas en Grèce, d'après M. de P. de La Rocca, de petite ville qui, entre son église et son marché, n'exhibe une enseigne où un transatlantique, entouré de grands panaches de fumée grise, vole sur les vagues d'azur, vers le pays d'or. L'enrôlement des émigrants est devenu une véritable entreprise, qui étend ses ramifications sur la totalité du pays. Des racoleurs courent les moindres bourgades; leur métier est si rémunérateur que la Commission parlementaire de 1906 citait le cas d'un prêtre jetant son froc aux orties pour entrer dans « cette carrière ». (*La Grèce économique et financière*, par H. Lefeuvre-Meaulle, Alcan, 1916, p. 4-5.)

prospères pour lui assurer du travail. Parmi les causes qui ont déterminé cet état de choses, il faut citer la jouissance de tous les droits politiques et les garanties qu'assure à la population le régime démocratique, puis le faible contact du pays avec l'étranger, la Serbie ne possédant pas de débouché sur la mer et les communications étant assez difficiles entre certaines contrées de la Serbie elle-même. Mais les facteurs de beaucoup les plus importants sont la répartition de la propriété, l'existence du *homestead* établi depuis longtemps en Serbie et les grandes familles — zadrougas — si caractéristiques de la Serbie.

On peut dire qu'en Serbie toute la terre qui n'appartient pas à l'Etat appartient à l'agriculteur serbe. D'après le recensement de 1897, la propriété était répartie comme suit :

Propriétaires ayant :		
Au-dessous de 3 hectares.....	98.253	33,490 %
de 3 à 5 —	62.622	21.160 —
de 5 à 10 —	80.822	27,55 —
de 10 à 20 —	40.782	13,920 —
de 20 à 60 —	10.962	3.200 —
de 60 à 100 —	397	0,130 —
de 100 à 300 —	83	0.014 —
au-dessus de 300 —	3	0,001 —
Total........	293.725	100 %

Les propriétaires ayant plus de 20 hectares ne représentent que 3,345 % du total de la propriété privée en Serbie qui, comme nous l'avons déjà vu, était, en 1905, de 2.055.177 hectares, soit 56,36 % de la superficie du royaume. Les tout petits cultivateurs, avec leurs propriétés ne dépassant pas 5 hectares d'étendue, figurent pour 54,65 %. Parmi

ces derniers, il y en a 98.253 ayant moins de 3 hectares, soit 33,49 %. Le nombre de propriétaires s'est accru depuis : il était, en 1900, de 401.331, dont 312.903 agriculteurs. La répartition de la propriété entre un grand nombre de familles est bonne en elle-même, et dans le passé, lorsqu'on abondait en bonnes terres, elle a rendu au pays de grands services. Les besoins des agriculteurs, comme nous avons dit, n'étaient pas grands et les charges publiques ne pesaient pas encore lourdement. D'ailleurs, depuis des siècles, les Serbes vivaient groupés en grandes zadrougas, communautés familiales (1), qui rendaient leur condition économique bien meilleure que s'ils vivaient isolément. En effet, la terre, les ustensiles et le bétail appartenaient à la zadrouga ; c'est par elle qu'on évitait le morcellement, qu'on réalisait une meilleure répartition de culture et du travail, et que l'on réduisait les frais d'achat et d'entretien de l'outillage agricole. En

(1) Par *zadrouga* ou maison ayant ce caractère on entend plusieurs personnes majeures seules ou avec descendants vivant en communauté ; elles se trouvent entre elles dans le rapport de zadrouga. Là où une semlbable association n'existe pas, on donne à la maison le nom d'*inokosna* » (Code civil serbe, art. 57). — « L'association de famille *zadrouga* existe là où il y a communauté de vie et de biens, naturellement basée sur la parenté ou l'adoption » (Code civil serbe, art. 507).

Émile de Laveleye, dans son livre *De la propriété et de ses formes primitives*, p. 204, 874, a donné cette définition : « L'unité sociale, la corporation civile qui possède la terre, est la communauté de famille, c'est-à-dire le groupe de descendants d'un même ancêtre habitant une même maison ou un même enclos, travaillant en commun et jouissant en commun des produits du travail agricole. Cette communauté est appelée par les Allemands Hauskommunion et par les Slaves eux-mêmes droujina, drouchetvo ou zadrouga, mots qui signifient à peu près association. »

Sur la *zadrouga* consulter : Utiéchénovitch : *Die Hauskommunion der Südslaven*, 1859 ; Boguichitch : *De la forme dite inokosna de la famille rurale chez les Serbes et les Croates*, Paris, 1884; M. Markovitch : *Die Serbische Hauskommunion*, 1903, Leipzig; Dragolioub Novakovitch : *La Zadrouga*, 1905, Paris.

outre, groupés autour d'une seule entreprise agricole, les Serbes s'assuraient en quelque sorte mutuellement. Aussi en cas de maladie, les travaux agricoles n'étaient pas arrêtés, car les autres membres de la famille les exécutaient. C'est ainsi que, grâce aux zadrougas (1), les inconvénients de la petite propriété ne se faisaient pas trop sentir et la vie à la campagne n'était pas dure. Mais, peu à peu, le développement général, la nouvelle situation dans laquelle se trouvait le peuple et le pays, ensuite le goût, la mode et le besoin de plus d'initiative, de plus de responsabilité, ont eu pour résultat l'affaiblissement des liens unissant les membres de la zadrouga, de sorte que celle-ci commence lentement à se dissoudre. Les données statistiques dont nous disposons montrent que, dans la période allant de 1895 à 1905, les ménages ayant moins de cinq membres sont passés de 47,37 % à 48,46 % et ceux ayant plus de six membres de 52,53 % à 51,59 %. Cette diminution du nombre de grandes familles serait surtout plus sensible par rapport à ce qui existait avant que le pays entrât dans une vie politique et économique plus intense et avant que le paysan serbe ne soit dans la nécessité de produire beaucoup plus pour le marché qu'auparavant, afin de satisfaire ses besoins accrus. Dans un rap-

(1) En 1905 il y avait en Serbie en général 436.987 ménages : 84.239 dans les villes et 352.748 dans la campagne. De ce nombre :

les ménages	ayant	1	membre	représentaient	1,01	%
—	—	2-3	—	—	17,44	—
—	—	4-5	—		27,01	—
—	—	6-10	—		12,65	—
—	—	11-15	—		6,97	—
—	—	16-20	—	—	1,43	—
—	—	21-25	—	—	0,36	—
—	—	26-30	—	—	0,09	—
—	—	au-dessus de 30		—	0,05	—

port que le ministre de l'Intérieur adressa à la Skoupchtina en 1867, il est constaté que 9.493 zadrougas se sont partagées dans l'espace de six ans, de 1861 à 1867.

Le cultivateur qui, par suite de la dissolution de la zadrouga, se trouva isolé dut alors lui-même faire face à tout : s'occuper de ses champs, de la vente de ses produits, de l'achat des outils, aller à la mairie et au tribunal, entretenir pour lui seul le bétail, célébrer la fête patronale (la slava), remplir lui-même envers ses voisins les cérémonies et les civilités qui sont généralement nombreuses et souvent compliquées. Les terres plus morcelées et dispersées représentaient par là même moins de valeur, ce morcellement et cette dissémination entraînaient une perte de temps et rendaient la surveillance impossible. Les mauvaises conséquences de la désagrégation de la communauté familiale se faisaient d'autant plus sentir que, par suite de l'accroissement de la population (1), un assez grand nombre de propriétaires n'avaient que des terres de médiocre ou de mauvais rendement. Avec quelques mauvaises récoltes, la situation du petit propriétaire se trouvait compromise et, lorsque l'endettement s'y ajoutait, elle était encore plus précaire.

A l'époque où l'endettement des agriculteurs commençait à prendre des proportions sérieuses et où le nombre de petits propriétaires, insuffisamment munis du capital nécessaire, devenait inquié-

(1) La population était :

Années	Habitants
—	—
1890	2.161.961
1905	2.693.028
1910	2.956.907

tant, il fut institué le « *homestead* » pour préserver l'agriculteur et sa famille de la ruine. C'est ainsi qu'en 1873 l'article 473 du Code de procédure civile décida que la maison de l'agriculteur, 3 hectares de terre labourable, 2 bœufs, 5 moutons ou porcs, la charrue et les outils agricoles les plus nécessaires ne pourraient être vendus pour dette privée. S'il s'agissait de la zadrouga, chaque contribuable devait bénéficier de l'insaisissabilité de 3 hectares de terre labourable. Plus tard, ces prescriptions furent complétées par une nouvelle loi interdisant la vente de la maison de l'agriculteur et 0,20 hectares de terre, même pour les contributions non payées.

Ces mesures ont beaucoup contribué à la conservation du petit agriculteur et empêché sa prolétarisation. Bonnes en soi, elles ont parfois été un obstacle pour ceux qui sont plus intelligents et possèdent plus d'initiative. Depuis quelques années, on a souvent formulé des critiques au sujet des prescriptions limitant la liberté de disposer de son bien et on a été ainsi amené à déplorer la restriction du crédit que ces prescriptions entraînent. Les paysans eux-mêmes, les uns sous le poids de leurs dettes, les autres avec le désir de changer les terres ou d'aller s'établir ailleurs, se sont ingéniés à déjouer les prescriptions de la loi. Si justifiées que soient à présent certaines des objections formulées au sujet du « homestead », on ne peut méconnaître les grands services que son application a rendu au pays. A notre avis, sa suppression ne devrait avoir lieu, avant que l'État ait pris une série de mesures qui amélioreraient la situation du petit cultivateur et assurerait une production plus intense et un revenu net plus important de l'exploitation rurale.

Les « greniers communaux » n'ont pas rendu de moindres services aux paysans. Ils ont été créés par une loi, il y a environ cinquante ans, afin de venir en aide par des prêts en vivres aux citoyens qui en manquaient à la suite de mauvaises récoltes, ou à la suite de grêle, inondations et sécheresse. Les greniers s'emplissent par contributions. Les vivres prêtés doivent être rendus, après la prochaine récolte.

L'action des associations coopératives rurales complète les institutions destinées à aider le petit agriculteur. Leur création remonte à 1895. En 1909, il y en avait 900, avec 35.000 membres ; en 1913, environ 1.200, avec 40.000 membres (1). La plupart des associations coopératives agricoles sont groupées autour de l'« Union centrale des associations coopératives agricoles », à Belgrade. Presque toutes sont fondées sur le principe de responsabilité solidaire, illimitée. Quant à leur but, en 1909, elles se répartissaient ainsi : 615 sociétés coopératives de crédit, 205 sont fondées pour l'achat d'engrais, de bétail, de semences et d'outils agricoles ; 12 laiteries coopératives; les autres sont des sociétés pour la vente des produits agricoles, pour les secours mutuels et l'affermage de terrains pour leurs membres.

En outre des apports de sociétaires, l'État donne pour encourager la création des associations coopératives agricoles une subvention de 50.000 francs à leur Caisse Centrale, ainsi que 25 % des bénéfices de la Loterie de l'État, tant que cette contribution

(1) Je dois ces données à M. S. Lozanitch, président de l'Union Centrale des Coopératives Agricoles Serbes, et dont l'activité a été si fructueuse pour le développement du mouvement coopératif et de l'agriculture serbe en général.

n'aura pas atteint la somme de 2 millions de francs. Les associations coopératives serbes ont procuré à leurs membres, dans la période allant de 1900 à 1910, environ 12 millions de francs de crédit qui ont été employés, sous le contrôle des assseciations à l'achat de bétail, de semences, d'engrais, d'instruments agricoles, ainsi qu'à la plantation de vignes, à l'achat de terres et à la libération des dettes.

Le chiffre des affaires des associations coopératives serbes est d'environ 50 millions de francs par an.

Dans les considérations qui précèdent nous avons essayé d'indiquer les institutions qui ont le plus contribué au maintien de la petite propriété agricole et nous avons vu que certaines d'entre elles ont disparu et que d'autres se sont souvent montrées inefficaces. Il en résulte qu'il existe déjà un grand nombre de petits cultivateurs dont les entreprises ne battent que d'une aile. Ils deviennent toujours plus nombreux ceux qui sont obligés, pour subvenir aux besoins de la famille, d'aller chercher du travail dans les usines et les mines, de même que ceux qui offrent leur service à l'État pour garder les routes ou les voies ferrées. Les demandes de ces places étaient particulièrement nombreuses ces dernières années. C'est là un signe évident du malaise qu'éprouvait le petit cultivateur.

A l'Occident, dans certains pays où l'industrie est prospère et où les usines, disséminées partout, sont susceptibles de procurer aux particuliers un revenu complémentaire, l'existence du petit cultivateur est assurée, alors même que la superficie de sa terre ne dépasse pas 1 hectare. Il est surtout ainsi, quand la proximité des grandes villes, l'abondance en engrais et les capitaux permettent une

culture intensive du sol. Le grand nombre de très petites exploitations agricoles en Belgique ne peut s'expliquer que de cette façon. Les propriétés de moins de 2 hectares forment dans ce pays 70 % de l'ensemble de la propriété, et celles ayant moins de 0,50 hectares, 51 %.

Quand on rapproche de ces chiffres ceux que nous avons indiqués pour la Serbie, la situation du cultivateur serbe, à première vue, peut paraître excellente, les propriétés, de moins de 3 hectares n'y comptant que pour 33,49 % de l'ensemble de la propriété, et celles de 3 à 5 hectares, pour 29,16 %. Elle est cependant beaucoup moins favorable, car si l'étendue de sa propriété, comparée avec celle des agriculteurs de certains autres pays, peut paraître suffisante, la culture vue dans l'ensemble est, en principe, encore extensive. Avant la guerre balkanique, on pouvait compter que, parmi les 160.875 propriétaires ayant moins de 5 hectares, l'état de 70.000 d'entre eux, soit 23 % du nombre total, exigeait un examen sérieux et des mesures adéquates à leur situation. Les propriétés d'une étendue inférieure à 2 hectares, avec des parcelles dispersées et de mauvais rendement, ne suffisent pas à nourrir la famille de l'agriculteur. C'est d'autant plus le cas que le petit cultivateur n'a ordinairement pas de bon bétail ou n'en a pas assez. Aussi ses connaissances agricoles sont-elles le plus souvent incomplètes. C'est lui d'ailleurs qui, proportionnellement, a le plus d'impôts à payer. Des mesures, ayant pour but de donner à l'agriculteur la terre qui lui manque, s'imposaient depuis bien des années comme urgentes ; elles sont rendues plus nécessaires encore par les ruines et les dommages pro-

duits par la guerre. Cette question est étroitement liée à celle de la colonisation intérieure et il sera nécessaire que l'une et l'autre soient résolues simultanément.

Les domaines publics occupent une grande superficie. Quoiqu'ils se composent en grande partie de forêts, il sera toujours possible de trouver assez de ces terres pour les céder aux petits agriculteurs et accroître leur propriété de façon à leur permettre de subsister. En dehors des terres appartenant à l'État, une étendue assez importante est en possession des communes. Le plus souvent, ce sont d'excellentes terres donnant cependant un rendement minime, puisqu'elles ne sont pas cultivées et servent ordinairement de pacages. Les agriculteurs les plus aisés, ayant beaucoup de bétail, en profitent le plus. Ces terres communales, partout où elles sont de bonne qualité, sont indiquées pour être partagées et cédées aux petits agriculteurs. Une fois en possession des particuliers, leur productivité et leur valeur augmenteraient considérablement. Cela améliorerait la situation des petits propriétaires, et les grands eux-mêmes seraient obligés, soit de se borner à un plus petit nombre de bétail mais de meilleure qualité, soit de recourir à une culture plus intense pour obtenir la quantité de fourrage nécessaire.

Dans beaucoup de cas, l'État, pour améliorer la situation des petits propriétaires, devra procéder au rachat des terres appartenant aux particuliers et les céder aux agriculteurs. Il devra en être ainsi surtout dans la Macédoine et la Vieille-Serbie, où les grands domaines appartiennent aux begs et agas. Ceux-ci, Turcs ou Albanais, s'étaient emparé des terres dans le passé, le plus souvent par la con-

quête ; encore sous le régime hamidien, les Albanais s'emparaient des propriétés par l'extermination de l'élément serbe et la rapine, élevée en système. En outre des grands, existent dans ces provinces encore les petits propriétaires, ordinairement chrétiens. Tous les autres agriculteurs (tchiftchi) travaillent les terres des agas dans des conditions pénibles et y sont exploités de multiples façons.

Les formes les plus habituelles du contrat sont les suivantes : l'agriculteur s'engage à cultiver toute la superficie de la terre qu'il obtient. On lui donne une maison et une ou plusieurs paires de bêtes de sommes et la semence. Après la récolte, le maître prend la semence et la dime ; le reste est partagé entre lui et l'agriculteur (tchiftchi). Valable pour un an, le contrat se renouvelle et dure des dizaines et des centaines d'années, passant aux héritiers du tchiftchi qui, constamment dans une mauvaise situation, n'arrive pas à se libérer et à acquérir une propriété à lui. Une autre forme de contrat est l'affermage annuel de la terre, que le tchiftchi exploite pour son compte, avec l'obligation de donner au propriétaire une certaine quantité de produits en nature. Ce dernier contrat, laissant plus de liberté à l'agriculteur, était de plus en plus en usage. Mais la mauvaise situation de l'agriculteur en général s'en est à peine améliorée. La terre appartenant aux spahis, les améliorations étaient impossibles, la culture de la terre se faisait de la façon la plus primitive. En outre, l'agriculteur se voyait toujours menacé d'être privé de ses produits, soit par les autorités corruptrices, soit par les Albanais.

Après avoir rétabli l'ordre et la sûreté dans les nouvelles provinces, le gouvernement serbe avait

nommé une commission spéciale, en vue d'y étudier la question agraire et de préparer les projets pour sa solution. Un des problèmes les plus urgents qui se poseront, à la fin de la guerre, sera encore celui-ci : donner la propriété de terre aux agriculteurs en Macédoine et dans la Vieille-Serbie et mettre ainsi en valeur l'immense superficie du sol d'une rare fertilité.

Avec la distribution seule des terres, dont l'Etat pourra disposer en faveur des colons et des petits cultivateurs, le problème ne sera pas résolu. Il s'agit de permettre à l'agriculteur de tirer parti de ses terres et de l'assurer contre le retour du mal. A cet effet, les mesures suivantes paraissent indispensables : 1° une bonne organisation du crédit ; 2° l'institution du cadastre et le remembrement des parcelles ; 3° le dégrèvement fiscal.

Pour satisfaire ses besoins de crédit, le paysan serbe s'adresse presque régulièrement aux particuliers, qui lui prêtent à des taux d'intérêt exorbitants. Il existe dans le pays un grand nombre de petites banques où le paysan, malgré que sa faculté d'emprunter soit limitée par la loi, s'endette dans des conditions souvent ruineuses. Les premières tentatives faites par l'État pour organiser le crédit agricole remontent à 1871. A cette époque, les caisses d'épargne furent créées, en vue d'aider les cultivateurs. Ces institutions ne répondirent pas à ce que l'on espérait, leur fonctionnement étant mauvais, En 1895, elles furent liquidées. Leur succession fut recueillie par le Crédit Foncier (*Ouprava Fondova*), dont l'origine remonte à 1862 et qui représente le plus puissant établissement de crédit du pays.

L'*Ouprava Fondova* est alimenté par tous les fonds d'État et autres fonds publics : commu-

naux, départementaux, d'arrondissement, d'églises, de monastères et autres; elle émet des lettres de gage et des obligations, à la base des prêts consentis. En 1911, les capitaux provenant des fonds s'élevaient à 55.385.411 francs, ceux des églises, monastères et autres représentant 17.997.093 francs. Les lettres de gage en circulation étaient de 1.212.800 francs en 1911. Deux emprunts ont été contractés sur le marché de Paris d'un total de 60 millions de francs.

En ce qui concerne l'agriculture, l'*Ouprava Fondova* prête sur les terrains agricoles : champs, prairies, vignobles, vergers, bois, jardins potagers et autres semblables, en ne tenant compte que de la valeur du sol nu. Le montant du prêt consenti par l'établissement ne peut être inférieur à 1.000 francs sur les biens situés dans les villes et les bourgs, et à 500 francs sur les biens situés dans la campagne. Pour l'agriculture, l'action de cette banque n'a pas été assez fructueuse. L'agriculteur n'était pas suffisamment pénétré de l'importance et de la nature même du crédit hypothécaire et ne sut pas, pendant longtemps, s'en servir. L'obtention du crédit était liée à des formalités coûteuses, de sorte que l'agriculteur ne sentit pas les bienfaits d'un prêt à long terme. Enfin, le Crédit Foncier ne pouvait satisfaire même les besoins des villes, des départements et des communes, il n'arrivait pas à se préoccuper assez du crédit hypothécaire agricole. En effet, sur 45.565.200 francs placés en hypothèques par cette banque (compte rendu pour l'année 1909), les prêts s'élevaient à 39.944.097 francs aux noncultivateurs, et à 5.641.818 francs seulement aux cultivateurs.

Le besoin en crédit hypothécaire pour les améliorations, pour les agrandissements et les constructions, les installations diverses, se fait sentir de plus en plus à la campagne. La nécessité d'une impulsion à donner aux établissements déjà existants, ainsi que de la création de nouvelles institutions, ressort clairement des chiffres des hypothèques inscrites pour le compte des particuliers et pour le compte du Crédit Foncier. Parmi les premiers, pour une bonne part, figurent les hypothèques sur les biens des agriculteurs :

Années	Total des hypothèques inscrites	Hypothèques inscrites par le compte du Crédit Foncier
—	—	—
1905	16.477.701	4.131.250
1906	19.311.583	6.055.530
1907	22.386.836	5.349.899
1908	19.859.962	2.472.400
1909[1]	23.056.496	»

La Serbie ne possède pas de cadastre. Aussi une bonne organisation du crédit hypothécaire s'est trouvée retardée, et le remembrement de diverses parcelles de terre d'un même propriétaire n'a pu être exécuté. L'inégale répartition de l'impôt est également à attribuer au manque de cadastre, de sorte que les grands propriétaires, auxquels il est toujours plus facile de soustraire à l'imposition une partie de leurs terres, se voient beaucoup moins grevés de charges fiscales que les petits cultivateurs sur lesquels la contribution personnelle existant en Serbie pèse déjà assez lourdement. L'établissement du cadastre représenterait pour la Serbie une dota-

(1) En 1909, le Crédit Foncier n'a pas consenti de prêts.

tion d'une importance capitale, dont les heureuses conséquences se feraient sentir sur le pays entier et en particulier pour l'agriculteur serbe. Si la Serbie n'est pas encore dotée du cadastre, malgré la vive préoccupation des derniers gouvernements, c'est parce que l'opération est, par elle-même, déjà très coûteuse, que l'exécution et l'entretien du cadastre exigent un personnel nombreux et compétent qui, on peut le dire, fait défaut dans le pays. Cette question ne saura cependant tarder à trouver sa solution après la guerre.

Il nous faut mentionner qu'en pleine guerre l'arrêté du 27 juin 1915 a créé, pour les nouvelles provinces, la Banque Agricole Serbe, qui a pris la suite de toutes les filiales de la Banque Agricole Turque. Mais son organisation n'était pas encore achevée, que les armées ennemies venaient de tous côtés, envahissant le pays.

III

Production agricole. — Importation et exportation des produits agricoles. — Méthodes de culture. — Machines agricoles. — Céréales : maïs, blé, orge, avoine. — Plantes commerciales : tabac, chanvre, betterave, opium. — Fruits. — Pruneaux. — Forêts. — Élevage. — Exportation du bétail. — Les abattoirs.

Parmi les pays des Balkans, la production agricole de la Serbie est la plus riche et la plus variée. Malgré que la Serbie fût, après la Suisse, le seul pays n'ayant pas d'accès à la mer, et par ce fait, dans une situation géographique moins favorable que les autres États balkaniques, la culture des champs, l'élevage du bétail et la culture des fruits y présentent déjà des signes d'un progrès réel. Il est vrai que, comparés avec ceux de certains pays de l'Occident, les méthodes et les procédés des agriculteurs serbes laissent encore à désirer. Mais il y a des régions en Serbie : la plaine Matchva, de la Morava, du Stigue et du Timoc, où les métho-

des de culture sont déjà bien avancées. L'emploi des engrais chimiques y commence seulement, mais les champs sont régulièrement fumés ; on y pratique l'assolement biennal et triennal ; les machines et les instruments agricoles perfectionnés y sont depuis longtemps en usage et leur emploi s'y développe avec une grande rapidité. Il a été importé en Serbie, en 1911, pour 908.808 francs de machines à battre, à égrener le blé et des charrues à vapeur, tandis qu'il n'en avait été importé que pour 581.136 francs en 1910, et 310.896 francs en 1909. Les agriculteurs serbes ont acheté, en 1911, des moissonneuses, des faucheuses, des machines à rejeter l'engrais, des machines à assortir les semences et autres produits, des machines à semer, à presser le vin, etc., pour une somme de 326.179 francs en même temps que des charrues, des herses et rateaux pour une somme de 483.446 francs. Les sociétés coopératives agricoles seules ont distribué, en 1912, parmi leurs sociétaires, 2.000 charrues du meilleur système.

De même que la culture des champs, l'élevage a fait des progrès sensibles. Grâce à l'intelligence de l'éleveur serbe et aux diverses mesures prises par l'État, la Serbie est riche en bétail de bonne qualité. L'élevage constitue la principale partie de l'exportation du pays.

Il y a soixante ans, on a créé un établissement spécial pour répandre dans le pays une bonne race de chevaux. Cet établissement a été ensuite agrandi et on lui a confié le soin d'élever et de répandre dans le pays d'excellentes races de bétail. Il se trouve à Dabritchevo, et possède des succursales à Lioubitchévo, Chabatz, Béla Réka, avec environ

10.000 hectares de terrain, qui servent en même temps de bien modèle. De nombreuses stations d'étalons pour la monte des juments se trouvent dans le pays ainsi que beaucoup de stations servant à la reproduction d'autres bestiaux.

L'influence de cet établissement, l'application de la loi sur le développement de l'élevage, la création de l'école pour l'élevage et la culture alpestre ont le plus contribué au relèvement de l'élevage en Serbie. Une bonne organisation du service vétérinaire, le zèle développé par des particuliers, les associations et la *Société Serbe d'Agriculture*, comptant parmi ses membres des agriculteurs, et des notabilités scientifiques, ont également contribué au développement de l'élevage.

La culture des fruits occupe une place importante en Serbie. Nous examinerons plus loin les détails se rapportant à la production et à l'exportation des fruits ; nous rappelons ici que les fruits, dans le commerce d'exportation serbe, occupent la troisième place, par rapport à la valeur des produits exportés.

Une idée plus précise de la production agricole de la Serbie est donnée par le tableau suivant qui indique le pourcentage de l'exportation serbe des plus importants produits agricoles, par rapport aux exportations des mêmes produits de la Roumanie et de la Bulgarie (1) :

Articles	Serbie	Roumanie	Bulgarie
Céréales.......	13,97 %	84.5 %	27,12 %
Fruits........	10,35 —	0,7 —	11,18 —
Bétail........	50,54 —	3,1 —	5,37 —

(1) Dr Vélimir Bajkitch : « Foregn Trade and the trade problème », article paru dans le livre *Serbia by the Serbians*, edited by Alfred Stead, Londres, 1909.

Ayant une production agricole variée, la Serbie est à même de satisfaire la plupart de ses besoins en denrées par les produits de son sol et de ne pas dépendre sous ce rapport de l'étranger. En effet, parmi les articles d'agriculture importés, les céréales occupent une place insignifiante ; les animaux importés sont destinés à la reproduction ; on importe cependant, de Russie et de Hongrie, une assez grande quantité de chevaux pour l'armée. Parmi les autres articles, produits de l'agriculture, une place assez importante est occupée par les denrées coloniales et les matières végétales et animales pour le tissage, notamment le coton ; viennent ensuite le raisin, les fruits du Midi, huile, tabac, poisson et les produits des forêts.

Pour donner une idée de la place qu'occupent les produits agricoles, dans le commerce d'exportation serbe, nous prendrons les chiffres de 1911, l'année 1912 étant déjà une année de guerre. La valeur totale de l'exportation était de 116.916.352 francs, qui se répartissaient ainsi :

Produits de l'agriculture :

	Quantités	Valeurs en francs
Blé	91.615.073 kgs	15.887.670
Seigle	7.258.129 —	1.097.669
Orge	19.584.485 —	2.982.960
Avoine	1.923.562 —	720.682
Maïs	117.491.053 —	14.454.400
Haricots	6.456.546 —	1.603.232
Fruits frais	13.693.357 —	2.056.014
Pruneaux	33.266.804 —	16.493.751
Tabac en feuilles	814.647 —	1.955.600
Marmelade de prunes	227.234 —	2.164.691
Chanvre, lin	1.542.533 —	912.752

Produits de l'élevage :

	Quantités		Valeurs en francs
	—		—
Chevaux.	39.678	pièces	585.687
Bœufs.	17.788	—	4.838.372
Moutons	61.998	—	880.269
Porcs.	7.701	—	578.117
Volailles.	4.108.300	kgs	3.500.366
Viande fraîche et lard	15.808.189	—	16.246.197
Viande de volaille. . .	581.932	—	719.024
Jambon et saucisson.	331.550	—	712.839
Œufs.	4.055.020	—	2.921.679
Graisse.	1.287.702	—	1.657.469
Cocons de vers à soie.	82.587	—	641.102
Peaux de moutons, chèvres, chevreaux	1.361.706	—	3.297.467

Autres produits :

Farine de blé.	7.128.717	kgs	1.873.260
Sucre raffiné.	1.275.671	—	503.940
Son.	11.611.937	—	1.175.356
Fourrage.	466.744	—	529.963
Corderie.	868.244	—	852.619
Cuivre.	6.826.502	—	9.584.520
Tous les autres produits non mentionnés ci-dessus.	65.788 80.204.857 19.829	m³ kgs pièces	5.488.794
Totaux.	65.788 437.873.081 110.283	m³ kgs pièces	116.916.352

Sur le total de leur exportation qui s'élevait à 28 millions de francs, les nouvelles provinces exportaient les produits suivants avant d'être réunies à la Serbie : des céréales, pour 1.356.000 francs ; des fruits, pour 3.556.000 francs ; du riz, pour 616.000 francs ; des moutons, pour 1.793.000 francs ; du tabac, pour 5.756.000 francs ; de l'opium, pour 7.179.00 francs ; des cocons, pour 3.000.000 francs ; des peaux, pour 2.466.000 francs.

Mais elles importaient aussi une assez grande quantité de farine et de sucre.

La culture des céréales occupait, en 1909, une superficie de 1.244.242 hectares. De 976.071 hectares en 1900, elle s'est donc accrue, dans l'espace de neuf années, de 268.171 hectares. Le maïs est cultivé sur 585.144 hectares, le blé sur 378.048 hectares. Le reste est affecté à l'orge, 133.907 hectares; à l'avoine, 108.412 hectares ; épeautre, 6.114 hectares ; millet, 490 hectares ; sarrazin, 2.304 hectares.

Il a été produit et exporté en 1909 :

	Production en milliers de quintaux	Exportation en milliers de quintaux	Exportation en milliers de francs
Maïs	8.751	951	12.647
Blé	4.388	1.441	29.180
Seigle	445	66	991
Orge	1.374	612	7.501
Avoine	843	86	926
Épeautre	39	»	»
Millet	2	»	»
Sarrazin	11	»	»

La plus grosse quantité de la récolte de maïs est consommée dans le pays. Il est un des éléments très importants de l'alimentation de la population. La farine de maïs est mélangée, dans la campagne, à celle de blé, pour la confection du pain ; mais dans une grande partie du pays, le pain est fait presque exclusivement avec la farine de maïs. Les régions riches, telles que Matchva, Stigue, Morava, se nourrissent avec le pain de blé. Le son de maïs, ainsi qu'une quantité considérable de ses grains, sont employés pour l'engraissement des porcs. Le maïs de la Serbie contient : 5,10 % de

graisse, 10,56 % d'albumine, 68 % de matières non azotées, 1,47 % de cellulose. L'analyse chimique du blé montre : graisse, 1,32-2,02 %; albumine, 9,25-13,87 %; cellulose, 1,85-3,50 %; matières non azotées, 67,05-72 %.

Dans la Vieille-Serbie et la Macédoine, 88,04 % de la surface cultivée sont destinés aux céréales, le reste est occupé par les plantes commerciales : 4,14 % ; 5,29 % par les vignes et les vergers ; 2,53 % par les potagers. La région de Kotchané produit environ 5.000.000 kilos de riz.

Les plantes potagères, chou, ail, piment, haricot, ont occupé en Serbie, en 1909, une superficie de 26.564 hectares. En outre le haricot est semé à côté du maïs sur une grande étendue. Comme le maïs, le haricot sert à l'alimentation du pays. Ses variétés sont nombreuses dont certaines, de qualités exquises, sont très recherchées à l'étranger. La valeur du haricot exporté était de 615.026 francs en 1909 et de 1.603.232 francs en 1911.

Les plantes commerciales : chanvre, lin, tabac, betterave, couvraient en 1909 la superficie de 21.874 hectares. Depuis, ce chiffre a sensiblement augmenté, grâce au développement de l'industrie sucrière et à l'extension de la culture de betteraves. Le chanvre est cultivé surtout dans la vallée de la haute Morava où le sol est propice pour sa culture. Depuis des époques très anciennes, la confection de la ficelle de chanvre et de la corderie est l'objet de l'industrie domestique, dans cette région. L'exportation de la corderie qui, dans le passé, se faisait en Bulgarie, en Turquie, même en Roumanie et en Bosnie, a diminué depuis plusieurs années et se fait maintenant à destination de la

Grèce et de la Bulgarie. Par contre, on exporte en Angleterre et en France une quantité assez grande de chanvre en fibres.

La valeur totale du chanvre et de la corderie exportés est d'environ 1 million de francs par an. La culture du tabac ne se fait qu'avec l'autorisation et sous le contrôle de la Direction des monopoles. Le tabac est acheté par l'État. Il est préparé et assorti dans des dépôts installés dans les régions productrices. Les manufactures de tabac sont à Belgrade et ont souvent été l'objet d'éloges pour leur installation, pour la préparation soigneuse et l'assortiment savant des tabacs destinés à la consommation. L'exportation du tabac en feuille de Serbie a été de 1.160.215 francs, en 1903, et seulement de 127.580 francs, en 1909.

La culture du tabac est particulièrement rémunératrice dans les nouvelles provinces. La valeur du tabac qu'elles exportent atteignait, avant la guerre, un peu moins de 6 millions de francs. Le rendement étant bon, la culture du tabac, du pavot, du coton, du lin, du chanvre était en croissance constante. La récolte de l'opium a été estimée à 10 millions de francs, en 1915. L'exportation de ce produit pour l'Amérique, l'Angleterre et l'Allemagne se faisait par l'entremise des commerçants de Salonique. Grâce aux mesures prises par le gouvernement, le marché d'opium a été créé à Skoplié. Avec les avances consenties par la Banque Agricole Serbe et la Banque Franco-Serbe, les producteurs ont pu atteindre de meilleurs prix et se débarrasser des agents accapareurs qui venaient, avant et pendant la récolte, acheter le produit à vil prix.

Le sol et le climat de Serbie se prêtent admirablement à la culture des fruits. Le pommier, le poirier, le noyer, le cerisier, le pêcher et le prunier y prospèrent également bien. Mais la culture du prunier y joue le rôle de beaucoup plus important. Toute la région de l'Ouest abonde en pruniers. Une superficie d'environ 150.000 hectares est destinée à leur culture. Avec la France, la Bosnie et la Californie, la Serbie est le plus grand producteur de prunes. La récolte de 1915 a été évaluée à 165 millions de kilos de prunes. Elle a été souvent deux fois plus abondante.

La Serbie reçoit de l'étranger, pour les fruits, une vingtaine de millions chaque année. Une partie de la production prunière est exportée à l'état frais en Autriche et en Allemagne, le reste est transformé en pruneaux. La dessication des prunes est très développée. Les agriculteurs ont à cet effet l'installation spéciale, une sorte de four (*pouchnitza*) ou une étuve (combinaison de la *pouchnitza* et de l'étuve de Ribes).

L'exportation des pruneaux est d'environ 400.000 quintaux par an. L'Autriche en achetait la plus grande quantité puis, sous le nom de pruneaux de Bosnie, les vendait à la France et à l'Allemagne. Depuis quelques années, l'exportation se fait directement en France, par Salonique et Marseille, en Angleterre et en Russie. Une partie de la récolte de prunes est employée pour la fabrication de la marmelade de prunes. La fabrication annuelle atteint 200.000 quintaux, dont 150.000 environ sont exportés. Le reste de la récolte est transformé en eau-de-vie de prunes, appelée *chlivovitza*, d'excellent goût, mais dont l'exportation est encore peu

importante. Par la création de pépinières, qui distribuent aux agriculteurs les meilleurs arbres fruitiers, par la propagation de bonnes étuves et la réglementation de la cueillette de prunes, par le contrôle de la vente et l'exportation des pruneaux, l'État a déjà beaucoup fait pour assurer une production toujours meilleure et une renommée toujours plus grande aux produits exportés.

Les vignobles occupaient, en 1884, 80.335 hectares. En 1909, cette superficie n'était que de 31.696 hectares, le phylloxéra ayant causé, en Serbie, les mêmes ravages que dans d'autres pays. Après différents essais, pour renouveler les vignobles, on a eu recours au greffage des vignes du pays sur les vignes américaines sauvages. Les écoles de viticulture et les pépinières créées pour la production de vignes américaines ont permis de couvrir de vignes greffées une superficie de 14.019 hectares. Le tableau suivant indique la production du vin, pendant les quelques dernières années :

Années	Quantités en hectolitres	Valeurs en francs
1905	396.181	23.378.757
1906	574.406	33.887.945
1907	536.093	32.578.280
1908	855.699	51.445.211
1909	394.917	23.524.554

Le pays importait de l'étranger une quantité de vin, dont la valeur était de 535.915 francs, en 1900, et de 105.284 francs, en 1909, la production dans le pays étant en augmentation constante. Les meilleurs vins sont produits dans Kraïna, Joupa, Yélitza, Smédérévo, Vragna.

Les nouvelles provinces serbes peuvent devenir

de grands producteurs du vin, le sol et le climat y étant très propices pour la culture de la vigne. Ces contrées exportent du vin.

L'élevage est la branche agricole la plus importante de Serbie. La valeur du bétail exporté et des autres produits de l'élevage atteignait, en 1902, 43 millions et, en 1911, environ 36.5 millions. Dans le passé, grâce aux vastes domaines forestiers, on élevait d'innombrables troupeaux de porcs. Peu à peu, le nombre en a diminué, mais la qualité a été améliorée. De la race indigène très résistante et donnant beaucoup de lard, on a obtenu par le croisement avec les races étrangères de nouvelles variétés dont la viande et le lard sont plus recherchés à l'étranger.

L'élevage des bœufs a fait de grands progrès. Non seulement la viande de bœuf trouve facilement des acheteurs, mais encore un grand nombre de bétail serbe est acheté par les autres pays balkaniques pour la reproduction. La race indigène est représentée par le type de Koloubara, gris, cornu, et excellente bête de somme.

La Serbie possédait :

	en 1890	en 1905
Chevaux	163.391	174.353
Bœufs	819.251	962.503
Buffles	8.494	7.450
Anes	1.463	1.247
Mulets	125	739
Porcs	908.603	908.108
Moutons	2.963.904	3.160.166
Chèvres	509.738	510.063
Totaux	5.374.969	5.724.639

Il faut ajouter que la volaille était représentée, en 1909, par 5.000.000 de têtes. L'élevage de la

volaille pour l'exportation n'est faite que dans certaines parties du pays. Autrement chaque maison élève la volaille et le nombre de têtes doit être supérieur au chiffre ci-dessus indiqué. L'Etat et la Société d'Agriculture ont beaucoup encouragé cette branche d'élevage et il n'est pas douteux qu'après la guerre elle prenne plus de développement.

L'élevage de chevaux n'arrive pas encore à satisfaire les besoins du pays, quoique la race chevaline s'améliore constamment par les croisements avec les races étrangères.

L'élevage est une source de richesse pour la Serbie, mais aussi le point sensible de son exportation. Au mépris des traités et des conventions passés entre elle et la Serbie, l'Autriche-Hongrie a souvent sous différents prétextes fermé la frontière à l'exportation serbe. Cette mesure provoquait la baisse des prix de la viande et du bétail, troublait les éleveurs et les marchands. Les pertes se chiffraient par plusieurs millions par an.

Depuis 1906, année de la guerre douanière avec l'Autriche, une partie du bétail serbe est exportée en Italie, Malte, Egypte et Grèce, tandis qu'autrefois le principal marché pour les bœufs et les porcs se trouvait à Budapest. Le nombre de bœufs exportés était :

Années	Nombre d'animaux exportés	En millions de francs
1905	73.115	10.5
1906	10.928	1.7
1907	13.248	2.0
1908	20.690	2.9
1909	35.229	6.4
1910	30.546	7.5
1911	17.788	4.8

Sur 17.788 bœufs exportés en 1911, il en a été expédié en Italie 13.200 représentant une valeur de 6.500.000 francs.

L'exportation des porcs vivants a été :

Années	Têtes	En millions de francs
1904	117.275	14.9
1905	122.202	16.6
1906	67.509	7.9
1907	14.825	1.6
1908	11.216	0.7
1909	20.262	1.0
1910	13.451	1.1
1911	7.701	0.5

Comme le montre le tableau qui précède, l'exportation des porcs vivants a considérablement diminuée pendant les dernières années, par rapport aux années antérieures. Par contre, la quantité de viande fraîche et salée, ainsi que celle du lard, a beaucoup augmenté. Ces trois produits ont donné lieu à des exportations importantes, que fait ressortir le tableau suivant :

Années	Quantités en kilogrammes	En millions de francs
1900	3.390.202	3.1
1903	3.918.855	3.1
1910	3.045.789	3.1
1911	15.808.189	16.2

En outre, il a été exporté, en 1911, pour 712.839 francs de saucisson et de jambon.

La diminution de l'exportation des porcs vivants et la vente à l'étranger de quantités toujours plus importantes de viande, de lard, de jambon et de saucisson datent de 1906, époque où commença la

guerre douanière avec l'Autriche. Elle n'a été terminée qu'en 1910, après la conclusion d'un nouveau traité de commerce avec l'Autriche. Ce traité, qui est entré en vigueur en 1911, permet l'exportation en Autriche, contre le payement des taux conventionnels, de 35.000 porcs et de 15.000 bœufs. Bien que la Serbie ait recouvré, par ce traité, son ancien débouché, elle a conservé ses nouveaux clients et s'est adaptée de plus en plus aux conditions des nouveaux marchés. Comme les porcs gras supportaient difficilement le voyage par mer, on les remplaça par de gros porcs, plus recherchés d'ailleurs pour leur viande ; on abattait les porcs gras dans le pays et l'on exportait leur viande et le lard. La Serbie possède plusieurs grands abattoirs avec les installations modernes, où l'on peut abattre et préparer facilement jusqu'à 100.000 porcs par an.

*
* *

Dans le passé, la Serbie était très riche en forêts. Les voyageurs qui l'ont traversée au XVIIIe et au commencement du XIXe siècles ont constaté que d'immenses superficies étaient couvertes de forêts. Au fur et à mesure que la culture des champs a avancée, les forêts ont diminuées. Actuellement, la superficie couverte de forêts est estimée à 1.500.000 hectares environ, dont 36 % appartenant à l'Etat, 43 % aux communes et aux villages, 1 % aux monastères et églises, et 20 % aux particuliers.

Dans les forêts serbes, on trouve toutes les espèces d'arbres de l'Europe Centrale, mais les essences qui dominent sont le hêtre, le chêne. et l'érable. Ensuite viennent les conifères : le sapin et

le pin. Les arbres à feuilles occupent 90 %, les conifères 10 % de l'ensemble des forêts serbes.

Les forêts appartenant à l'Etat occupent souvent d'immenses étendues. Ainsi, dans le nord de la Serbie, la forêt de *Mirotch* a une superficie de 27.000 hectares, celle de *Veliki et Mali Chtrebatz* 17.000 hectares. La superficie du massif de l'*Homolié*, situé également dans le nord, est évalué à plus de 120.000 hectares. Dans le sud et le sud-ouest, les régions forestières les plus importantes sont : *Tara*, 25.000 hectares; *Gotch*, *Yastrebatz*, *Toplitza* et *Koukavitza*, d'une importance à peu près égale, chacune d'environ 25 à 30.000 hectares.

Les recettes provenant de l'exploitation des forêts sont encore insignifiantes, les chemins de fer ne desservent pas encore les plus grandes régions forestières, de même que les bonnes routes font souvent défaut. Depuis quelques années, des projets sérieux ont été élaborés en vue d'une exploitation plus intensive des forêts de la Serbie ; ils ont reçu en partie un commencement d'exécution. La Serbie possède une douzaine de grandes scieries disséminées dans le pays et 200 petites où l'eau est utilisée comme force motrice. La valeur du bois exporté en 1908 s'élevait à environ 3 millions et à la moitié de cette somme en 1907.

IV

L'agriculture serbe comparée a celle des autres pays. — Qualités de l'agriculteur serbe. — Les causes qui ont retardé le développement économique du pays. — Émancipation économique. — Guerre douanière et ses effets. — L'occupation de la Serbie et son exploitation par les Autrichiens et les Bulgares.

Nous avons exposé l'état de l'agriculture en Serbie aussi succinctement que possible.

Grâce aux découvertes scientifiques, à l'application des machines à l'agriculture, à l'introduction de méthodes perfectionnées, grâce aussi aux associations et à une bonne organisation du crédit, l'agriculture a fait, dans certains pays, des progrès considérables depuis la moitié du siècle dernier.

Comparée à ces pays, la Serbie n'est qu'à mi-chemin dans la voie du progrès, mais si on la compare aux autres pays balkaniques, on constate que

son sol est de tous le mieux cultivé, et que son agriculture est la plus avancée.

Elle a le mérite réel d'avoir abandonné les anciennes méthodes de culture et d'avoir, dans une bonne partie du pays, appliqué les enseignements de l'expérience et de la science agronomique. Grâce à ses procédés agricoles, la Serbie nourrit une population trois fois plus grande que celle d'il y a soixante ans, et exporte en outre une quantité notable de ses produits. La valeur de sa récolte est estimée à un demi-milliard de francs par an.

Si l'agriculture serbe a fait quelque progrès, elle est encore loin de ce qu'elle aurait pu être, vu l'intelligence naturelle de la population (1), la richesse du sol et l'excellence de son climat. Cet arrêt peut uniquement s'expliquer par la situation géographique du pays et les circonstances politiques qu'a traversées la Serbie depuis sa libération. Durant tout le siècle dernier, le principal effort de la petite principauté d'abord, puis du royaume, s'est porté

(1) « Le Serbe est actif, endurant, travaille sans cesse et paraît doué d'un remarquable esprit d'assimilation. J'ai eu à ce sujet l'occasion d'observer d'une manière très approfondie ce trait de son caractère. Dans les exploitations minières que j'ai dirigées en Serbie, le recrutement du personnel spécial était pratiquement impossible dans un pays habité presque exclusivement par des populations agricoles. C'est donc parmi elles qu'il fallait absolument recruter des apprentis mineurs. L'expérience prolongée m'a démontré qu'en très peu de temps ils pouvaient devenir d'excellents travailleurs de mines, très vite au courant des travaux divers qui leur étaient confiés, et capables même d'initiative, dès qu'on prenait la peine d'exercer leur imagination...

« Le paysan serbe est travailleur, il besogne toujours, mais avec placidité ; il est bavard et ne se hâte jamais. Conduit-il son char, il a toujours le temps d'arriver. S'il marche sans perdre de temps il ne court jamais. Il ne manque pas d'ingéniosité, il est intelligent et adroit, et sait parfaitement adopter les méthodes nouvelles dès qu'il en a compris la portée. » (Alphonse Muzet : *le Monde balkanique*, Paris, 1917, p. 165-182.)

vers la constitution de l'indépendance politique du pays et vers son organisation intérieure. Séparée de la mer, la Serbie ne pouvait pas atteindre, sans grandes difficultés, les marchés méditerranéens. Et pendant longtemps, cela ne fut guère possible. Les grands fleuves se trouvent le long de sa frontière du nord ; le Danube, dans son bas cours, n'est navigable que depuis une vingtaine d'années. Les voisins de la Serbie sont des pays agricoles, eux aussi. Enfin, l'Autriche, poursuivant avec méthode sa politique, créait toutes sortes d'entraves au développement du petit royaume. Pendant longtemps, elle était le principal acheteur des produits serbes et en même temps son plus gros fournisseur. La Serbie dépendait complètement de la monarchie voisine. Déjà, vers le milieu du siècle dernier, des hommes d'Etat, tels que I. Garachanine, insistèrent sur la nécessité de l'émancipation de la Serbie. Ce programme fut soutenu à fond, en 1881, par Y. Ristitch, qui conclut le premier traité de commerce avec l'Angleterre. Plus tard, les hommes d'Etat, tels que M. Vouïtch, L. Patchou, S. Protitch, K. Stoïanovitch, s'engagèrent plus vigoureusement encore dans cette voie et la Serbie engagea la dernière lutte pour son indépendance économique. Il a fallu de la patience, du travail, une préparation de longues années pour ce combat décisif, livré au profit des Serbes. La part de l'Autriche dans l'importation en Serbie est tombée de 60 % à 35 % et celle dans l'exportation de Serbie de 90 % à 25 %. Sa place a été occupée par d'autres pays : la Belgique, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, la France. Si la Serbie a réussi à trouver des marchés autres que ceux de l'Autriche-Hongrie, l'accès de

ces nouveaux marchés n'est pas sans difficultés. Le plein essor économique de la Serbie, partant la prospérité de ses finances et sa force politique ne seront assurés que quand elle aura ses ports et qu'elle entrera en contact immédiat avec les puissances de l'Occident. Pourtant un pas sensible en avant a été fait. On peut dire que c'est juste depuis cette époque (1906-1910) que date le réveil économique de la Serbie, que ce pays, pour la première fois depuis sa résurrection, montre quelque vitalité économique et que la politique de la grande monarchie voisine devient plus active : il était grand temps d'agir, estimait-on à Vienne, car économiquement prospère et indépendante la Serbie deviendrait militairement et politiquement plus forte.



Pendant cette guerre, la Serbie a connu de cruelles souffrances. En dehors des pertes en hommes et des sacrifices qu'elle a consentis pour sa défense, une fois envahie, elle est devenue l'objet d'une exploitation impitoyable.

Un rapport sur la situation économique de la Serbie envahie a été publié par l'Office du Commerce Extérieur autrichien. Il en ressort que les autorités militaires, aidées par les banques hongroises et les négociants ont organisé l'exploitation intensive du pays. La Serbie occupée est divisée en seize districts qui sont placés en partie sous la domination du gouverneur militaire et en partie sous celle du gouverneur civil. Une section économique a été fondée qui se compose de trois départements : forestier, agricole et technique. Au prin-

temps 1916, il fut ensemencé de céréales 454.543 hectares, soit 60 % de la superficie cultivée. C'est la population serbe qui a été contrainte de travailler la terre sous la surveillance des soldats autrichiens (1). Toute la récolte a été réquisitionnée par les autorités autrichiennes. De la récolte de maïs, qui occupait deux tiers (240.427 hectares) de la superficie ensemencée, chaque cultivateur ne pouvait garder pour sa nourriture jusqu'au 31 juin 1917 qu'une quantité correspondant à 300 grammes de grains de maïs par personne (2). Toute la récolte des prunes a été transformée en pruneaux et marmelade et réquisitionnée. De nombreux trains ont emporté en Autriche et en Allemagne le bétail et les porcs raflés dans le pays. « Dans certains départements, écrivait le journal *Beogradské Noviné* du 24 avril 1916, en comparaison des chiffres constatés par les recensements antérieurs, il ne reste que 5 à 10 % de chevaux et 45 à 75 % de bœufs et de moutons. La perte varie entre 30 et 60 % selon les départements. » (3) « Les Allemands ont emporté de Koumanovo et des environs, déclarait un évadé des territoires occupés, absolument tout le bétail, les moutons, les porcs, la volaille et toutes les provisions. Pas une tête de bétail n'y est restée. Le peuple meurt de faim. On m'a pris tout ce que je possédais et on ne m'a donné d'indemnité que pour

(1) *Le Temps*, n° 20.290, du 24 janvier 1917.

(2) *Beogradské Noviné*, organe officiel de l'administration militaire austro-hongroise en Serbie, du 17 septembre et du 24 octobre 1916.

(3) *Note adressée par le gouvernement royal de Serbie aux gouvernements signataires des conventions de La Haye sur les violations du droit des gens commises par les autorités allemandes, autrichiennes et bulgares dans les territoires serbes occupés*, Paris, 1916, p. 59.

une petite quantité de paille. Ils ne donnent presque jamais de reçus et menacent de tuer ceux qui en demandent. » (1) Les Bulgares se conduisent de la même façon que les Allemands. Ils ont introduit un impôt sur le bétail *beglouk* qui n'existait pas en Serbie, puis ont procédé à la réquisition (2). « Le ministère de l'Agriculture, écrivait le journal bulgare *Outro* du 9 mars 1917, a ordonné que le bétail réquisitionné dans la région de la Morava soit transporté en Bulgarie et distribué à la population agricole des anciennes régions du royaume, pour améliorer la race bovine indigène. On enverra dans la Morava le bétail de la Bulgarie. » (3) D'après le journal bulgare *Dnevnik*, du 1er février 1916, toutes les machines agricoles saisies comme butin de l'Etat dans la vallée de la Morava ont été rassemblées à Sofia pour être distribuées aux agriculteurs bulgares (4). Par ces mesures contraires aux principes du droit international et au Règlement de La Haye ne permettant la réquisition que pour les besoins de l'armée et jamais pour les buts économiques ou autres, les Autrichiens et les Bulgares ont évidemment la tendance, les uns d'exploiter le plus possible les provinces occupées, les autres de ruiner et appauvrir la population. Ils ont introduit de nouveaux impôts, de nouveaux monopoles et des

(1) *Note* citée Annexe n° 87, p. 55.

(2) Les réquisitions ont souvent été faites par de simples soldats qui donnaient des reçus avec de fausses signatures. On a recueilli de nombreux reçus ainsi conçus : « Le roi Pierre paiera à son retour », ou : « Mettre sur le compte de M. Nicolas Pachitch », ou : « Sera prélevé sur le crédit du voïvode Poutnik ». (*Note* citée Annexe n° 89, p. 55.)

(3) Victor Kuhne : *Les Bulgares peints par eux-mêmes*, éd. Payot et Cie, Paris, 1917, p. 296.

(4) Victor Kuhne, op. c. p. 299-200.

droits de douane. En outre, ils ont tiré du pays plus de 100 millions de couronnes pour régler les créanciers autrichiens et allemands ainsi que plusieurs autres millions sous forme de souscription à l'emprunt de guerre autrichien et à la Croix-Rouge autrichienne et bulgare. Ces charges ont été d'autant plus lourdes que la monnaie serbe a été dépréciée de moitié.

V

La démocratie d'après Montesquieu. — Les caractéristiques de la démocratie serbe. — Ses origines. — Ses bases économiques. — La doctrine de Taine et la démocratie serbe. — La démocratie serbe et la question yougo-slave (1).

Nous n'avons pas l'intention d'exposer ici une histoire du constitutionnalisme serbe, qui dépasserait le cadre de cette brochure, ni d'étudier en détail les phases de l'évolution gouvernementale de la Serbie, de ses origines à nos jours; nous marquerons seulement les traits les plus caractéristiques de cette évolution en indiquant les faits et les circonstances qui ont le plus contribué à la formation de l'esprit démocratique chez les Serbes.

« Lorsque dans la République, dit Montesquieu, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est

(1) Cette étude, que nous publions remaniée et complétée, a paru dans la *Revue internationale de Sociologie*, de février 1917.

une démocratie. Le peuple, dans la démocratie, est à certains égards le monarque ; et à certains autres, il est le sujet. Il ne peut être monarque que par ses suffrages, qui sont ses volontés. La volonté du souverain est le souverain lui-même. Les lois qui établissent le droit de suffrage sont donc fondamentales dans ce gouvernement. En effet, il est aussi important d'y régler comment, par qui, à qui, sur quoi les suffrages doivent être donnés, qu'il l'est dans une monarchie de savoir quel est le monarque et de quelle manière il doit gouverner (1). »

Sans suivre les savants dans les controverses et les subtilités qu'ils ont apportées dans les définitions de la souveraineté et de la volonté du peuple, si nous adoptons cette idée fondamentale de Montesquieu que la démocratie est là où le peuple a une part dans l'exercice de la souveraineté, en exprimant sa volonté par le suffrage, et là où les lois qui établissent le droit de suffrage sont à la base de la démocratie, nous verrons alors, par l'exposé qui suit, que la Constitution serbe a, dans une large mesure, consacré ce principe démocratique et en a garanti l'application par une série de prescriptions minutieuses.

La Serbie est une monarchie constitutionnelle. Le pouvoir législatif est exercé par le roi et l'Assemblée nationale (Skoupchtina). Le gouvernement est représentatif et parlementaire. Le pouvoir exécutif est exercé par les ministres responsables, qui, s'ils sont nommés par le roi, ne peuvent cependant pas garder le pouvoir lorsqu'ils perdent la confiance de la Skoupchtina. Les attributions de la Skoupchtina

(1) *Esprit des Lois*, Chap. II du Livre II.

nationale correspondent à celles des représentations nationales dans les États les plus parlementaires.

En sus de l'indépendance absolue qu'elle possède dans la gestion de ses affaires, des droits d'interpellation d'enquête et autres, la Skoupchtina nationale exerce le contrôle budgétaire. Le roi convoque et dissout la Skoupchtina, mais l'exercice de ce droit est réglé de telle sorte que les attributions fondamentales de l'Assemblée n'ont pas à en souffrir. Tous les citoyens serbes, ayant l'âge de majorité et payant un minimum d'impôt ont le droit de vote : dans la pratique, tous les hommes sont électeurs. En ce qui concerne la composition de la Skoupchtina nationale, on peut dire que la représentation proportionnelle est consacrée par la constitution serbe plus que par aucune autre constitution moderne. Les élections se font par départements et par listes, chaque liste comprenant de quatre à douze candidats, selon le nombre d'habitants. Chacune des listes obtient un nombre de députés proportionnel au nombre de voix obtenues. L'autonomie locale est parfaitement garantie.

La Constitution actuellement en vigueur en Serbie est celle de 1903 qui n'est en réalité qu'une seconde édition de celle de 1888, suspendue en 1894, par le coup d'État du 21 mai. Cette Constitution est le résultat des luttes de près d'un siècle entre le peuple et les gouvernants. Elle a doté la Serbie d'une forme de gouvernement conforme aux principes démocratiques. Mais bien avant l'entrée en vigueur de cette Constitution, on pourrait dire que la démocratie existait dans l'âme et le caractère du peuple qui demandait à s'assurer contre les abus

et les empiètements de l'arbitraire sur des droits dont ce peuple avait conscience.

Déjà en 1804, au début de l'insurrection contre les Turcs, les Serbes se réunirent et organisèrent un Conseil d'État qui devait gouverner le pays. Ce Conseil d'État dégénéra plus tard en un comité oligarchique qui tendait à s'attribuer le pouvoir et à limiter celui du prince.

Du reste, si l'on passe en revue les événements politiques qui se sont déroulés en Serbie au cours du siècle dernier, on verra que la grande majorité du peuple a toujours combattu, soit en la personne d'un prince ou d'un roi, une autorité qui voulait exercer le pouvoir arbitraire, soit les tentatives d'accaparement de la gestion des affaires nationales par un groupe de notables.

Pour ne pas citer des événements plus récents, la révolte contre le prince Miloche, en 1835, et cette autre révolte populaire de 1858, qui mit fin à l'oligarchie entourant le prince Alexandre Karageorgevitch, montrent clairement que le peuple n'entendait pas que le pouvoir pût exister ou pour le prince seul ou contre lui, mais bien pour le peuple et par sa volonté.

La démocratie serbe ne provient pas d'un sentiment démocratique inné de la race serbe, elle ne découle pas davantage d'un caractère serbe originellement démocratique. Les Serbes sont des slaves par excellence et on n'a pas remarqué chez les autres slaves que l'esprit démocratique fût une qualité distinctive, tandis que les Serbes possèdent cette qualité plus que les autres peuples balkaniques, et plus, peut-être, qu'aucun peuple européen. Du reste, l'ancien État serbe au moyen

âge n'avait en rien une organisation démocratique. Les souverains serbes des XIIe, XIIIe, XIVe siècles étaient ce que furent la plupart des rois et empereurs byzantins, la noblesse existait et possédait les terres. Le peuple était lié à la terre et ne se différenciait pas dans son attachement à la glèbe du cerf des Gaules ou des paysans des autres pays de l'époque.

Comment s'est donc effectué le changement? Comment les Serbes furent-ils initiés aux principes démocratiques alors que, durant des siècles, l'idée n'eut pas chez eux pour se propager les ressources de l'écriture, alors que les communications avec l'étranger furent nulles et qu'aucune lumière ne put être répandue parmi la population par des livres. C'est que la longue domination des Turcs, qui dura plusieurs siècles, avait fini par faire disparaître toute différence de classe, de condition et de fortune entre tous les Serbes. L'ancien État serbe fut remplacé par l'État turc, les seigneurs serbes par les spahis et tous, à moins de s'être laissés islamisés, se trouvèrent dans la même situation : nobles et roturiers égaux et unis dans la pauvreté. Rien ne distinguait plus, même dans l'aspect extérieur, le noble des hommes d'une condition inférieure ; il était en effet défendu aux Serbes de porter des armes ciselées, de monter un bon cheval, de porter un vêtement de couleur verte. Sous les lois d'un même et cruel esclavage, un rapprochement s'opéra entre tous les Serbes; les grands avaient besoin des petits et ceux-ci prennent conscience de l'égalité de tous. Ayant toujours une sorte d'autonomie communale que les Turcs toléraient et groupés dans les grandes familles, les

zadrougas, pour être plus en sûreté et pour s'aider mutuellement, les Serbes apprenaient dès leur enfance à se respecter et à s'occuper des affaires communes. Les grandes familles, réunissant souvent quinze, vingt, trente personnes, étaient de véritables petites républiques présidées par le membre de la famille le plus âgé. Au conseil de ces grandes familles, tous les hommes et souvent les femmes pouvaient délibérer.

Ainsi, l'égalité de condition, le rapprochement et les rapports étroits entre les grands et les petits, tous opprimés par l'envahisseur, l'esprit de respect mutuel et de dignité que donne la vie en grandes familles ont été les premiers générateurs de l'esprit démocratique chez les Serbes. Cet esprit ne fut pas inculqué aux aïeux serbes par les écoles, les journaux et les discours des savants, des hommes d'État et des apôtres de la démocratie. Le sentiment démocratique serbe est né naturellement, comme la conséquence la plus logique des circonstances politiques et sociales dont la Serbie souffrit quelques centaines d'années.

Quand, en 1833, les Turcs furent chassés du pays, à l'exception des garnisons de place, lorsque tous les Serbes établis sur les terres des spahis devinrent propriétaires fonciers, cet esprit démocratique obtint une base réelle dans le nouvel État serbe. Tous les Serbes devinrent propriétaires et la situation créée alors n'est pas encore sensiblement changée aujourd'hui. De 4.830.000 hectares de la superficie totale du royaume avant le traité de Bucarest, 2.526.684 hectares, soit 56,36 %, appartenaient aux particuliers. En 1900, 2.492.882 habitants de la Serbie étaient groupés en 401.093 mé-

nages, dont il y avait 69.347 propriétaires dans les villes et 331.746 dans les villages. De ce nombre total une proportion de 92 % de ces propriétaires possédaient de la terre.

Telle était, toute proportion gardée, la situation de la propriété quand il fallut organiser le nouvel Etat serbe et lui donner le gouvernement qui lui convenait. Il n'est pas surprenant que, dès 1835, un mouvement se soit produit contre l'autorité un peu trop arbitraire du prince Miloche, car, conscients d'avoir contribué à l'établissement de la liberté et s'étant vu assurer l'indépendance individuelle par l'acquisition de la propriété, les Serbes ne demandèrent qu'à garantir l'état de choses existant et à constituer un gouvernement s'adaptant à leurs habitudes, à leurs pratiques quotidiennes durant tant d'années. Tout le siècle dernier, les efforts des Serbes se sont principalement portés à parachever l'indépendance de l'État et à organiser le gouvernement démocratique du pays. Ces efforts furent finalement consacrés par la Constitution et les lois qui en découlent.

Taine écrivait : « Si jamais nous découvrons la Constitution qu'il nous faut, ce ne sera point par le procédé en vogue.

« En effet, il s'agit de la découvrir si elle existe et non de la mettre aux voix... A cet égard nos préférences seraient vaines... car d'avance la nature et l'histoire ont choisi pour nous. C'est à nous à nous accommoder à elles, car il est sûr qu'elles ne s'accommoderont pas à nous. La forme pratique et sociale dans laquelle un peuple peut entrer et rester n'est pas livrée à son arbitraire, mais déterminée par son caractère et par son passé. Il faut

que, jusque dans ses moindres traits, elle se moule sur les traits vivants auxquels on l'applique, sinon elle crèvera et tombera en morceaux. »

Il est fort difficile de découvrir ce que au juste la nature et l'histoire créent pour nous. Pour les Serbes, la nature et l'histoire avaient créé la noblesse, les rois et roitelets qui par leurs dissensions avaient préparé la débâcle de 1389, l'histoire les a supprimés; pourtant la pensée de Taine s'applique bien à la démocratie serbe et trouve en elle sa signification pratique.

Le gouvernement adopté actuellement par les Serbes est celui qui convient le mieux au passé, aux habitudes et aux rapports économiques et sociaux de la population. Et nous pouvons ajouter que la pratique de ce mode de gouvernement n'a donné que de bons résultats. Libres et économiquement indépendants, les Serbes sont attachés à leur sol : la Serbie ne connaît pas l'émigration ; la solidité de l'union des Serbes aux heures difficiles, la confiance du pays dans le gouvernement et les chefs militaires, la ténacité de toute la population dans la défense du pays, la politique étrangère, les finances, la législation industrielle, les réformes fiscales et l'enseignement public sont autant de faits qui témoignent d'un sain état de choses dans la démocratie serbe. Tout au contraire, au temps où les rois serbes, groupant une minorité servile, essayèrent d'imposer au peuple un mode de gouvernement opposé à son esprit démocratique, il n'y eut que des mécontentements, de la méfiance, du désordre et des troubles. La force de la démocratie serbe consiste en ce qu'elle est née de l'évolution historique et est assise sur une base solide et réelle,

elle fut demandée par le peuple tout entier pour assurer la continuation de l'état de choses existant, elle ne fut pas imposée par une majorité pauvre à une minorité riche.

***

Il nous reste à voir si la démocratie serbe n'est peut-être pas un obstacle à l'union des autres pays serbes et yougo-slaves avec la Serbie, ces autres pays ayant longtemps vécu sous un autre régime, et si le régime de la propriété dans ces autres pays n'apporterait pas quelque difficulté à la réalisation des aspirations yougo-slaves.

Le peuple serbe de la Vieille-Serbie, de la Macédoine, de la Bosnie et de l'Herzégovine qui constitue la grande majorité de la population dans ces pays, a connu presque les mêmes phases de la vie historique. Les mêmes causes ont produit les mêmes effets. Là comme ailleurs où vivent les Yougo-Slaves, les gouvernements existants étaient plutôt dirigés contre eux et, loin de s'être pliés et soumis, les Yougo-Slaves ne demandent qu'à se libérer d'un joug étranger. La démocratie est préparée dans ces pays par les conditions économiques et sociales des Yougo-Slaves sous la domination étrangère, et il ne faut que briser l'étau qui la comprime pour que la démocratie s'épanouisse au cœur des populations serbes encore opprimées.

Au lieu de séparer les autres parties des pays serbes, le régime de la propriété, malgré la différence que présente sous ce rapport la Serbie comparée avec les autres pays serbes, est au contraire une force d'attraction de premier ordre. D'après le

dernier recensement, la population de la Bosnie et de l'Herzégovine est de 1.931.802 habitants, dont 1.259.479 Serbo-Croates orthodoxes ou catholiques et 612.137 musulmans; de ce nombre, 111.117 familles, soit 650.000 personnes, donc un tiers de la population ne possède pas de terre mais travaille comme des Kmets sur les terres des grands propriétaires, des agas qui ne représentent plus que 11.463 familles ou 60.000 personnes. Si l'on rapproche cet état de choses de la situation de la propriété en Serbie où sur 401.093 familles, 331.746, soit 92 %, étaient en 1900 propriétaires des terres, on peut comprendre comment cette population déshéritée doit penser à la Serbie comme à un libérateur et à cet avenir meilleur qu'elle lui prépare. Si l'on trouve en Croatie, au Banat ou à Backa, de grandes propriétés, dans l'ensemble, cela en représente aucune difficulté, la petite et la moyenne propriété y étant toujours la règle. Souvent la grande propriété, quand elle est une exception, est même bienvenue et est déjà admise par les économistes puisqu'elle peut facilement devenir, par l'application de meilleures méthodes de travail et l'introduction de machines agricoles, une véritable école pour les petits cultivateurs. Non seulement le régime de propriété en Serbie est une attraction pour les Serbes qui vivent dans ces pays encore opprimés, mais les éléments étrangers ont souvent été attirés par cet état de choses. Les Roumains venus en Serbie sous le prince Miloche ne veulent plus changer leur situation pour celle de leurs frères de langue restés en Roumanie. Loin de croire à quelque difficulté pouvant résulter de cette répartition de la propriété, dans la solution des questions soulevées,

nous croyons qu'elle sera, au contraire, puisque équitable, un puissant régulateur des forces sociales et le ciment le plus sûr de l'unité yougo-slave.

***

Telle est, la démocratie serbe et telle est, tracée à grands traits, la situation actuelle de la Serbie. Les efforts de nombreuses années, les dépenses d'intelligence, de travail, d'initiative de tout un peuple ont sombré sous la vague de l'invasion. Sous le joug, ou dans l'exil, la Serbie ne désespère cependant pas et attend avec confiance l'heure de la libération, qu'elle est prête à payer de toutes les souffrances et de tous les héroïsmes.

Dans le dénuement de tout, que sera pourtant cette libération? Après le sacrifice entier du pays à l'honneur et à la liberté, le peuple serbe se trouvera en face de la situation économique la plus sombre qu'aucun peuple ait jamais connu. Pour relever le pays de tant de ruines, il faudra, une fois la paix conclue, beaucoup de travail, beaucoup de méthode; mais il faudra surtout à la Serbie les moyens de se relever : seuls, les pays amis pourront les lui fournir.

S'il est incontestable qu'avec courage les Serbes seront alors prêts à se remettre au travail, à recommencer leur œuvre en utilisant les procédés les plus modernes, à relever leur agriculture en introduisant dans leurs exploitations la motoculture, qui pourra seule compenser les pertes de la main-d'œuvre agricole, il sera nécessaire que la nation serbe puisse trouver auprès des pays alliés, avec lesquels elle se sera loyalement et courageusement battue, l'appui nécessaire à la reprise de sa vie économique.

Le sacrifice serait vain et l'avenir sombre si, au fond de leur cœur, dans leur gratitude pour leurs meilleurs amis, les Serbes n'avaient pas l'espoir d'avoir conquis la sympathie durable et efficace de leurs alliés pour l'après-guerre, et s'ils n'espéraient pas trouver auprès d'eux le crédit nécessaire à leur résurrection.

Nos archives sont détruites, notre agriculture a été la proie de l'ennemi. Je forme ici le vœu que la Serbie retrouve dans l'étude des institutions des pays alliés, et dans la collaboration de leur industrie, le point de départ de son nouvel essor.

Si cette modeste étude permet de mieux connaître la Serbie, si les quelques renseignements que j'apporte concernant l'agriculture serbe peuvent gagner à notre population agricole la sympathie des agriculteurs alliés, j'aurai conscience d'avoir fait œuvre utile. Les agriculteurs serbes, qui ont été d'indomptables défenseurs de leur pays, seront plus tard un élément d'équilibre et de paix dans le monde.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Préface ... 7

CHAPITRE I

Aspect général. — Les principales régions productrices. — La situation de la Serbie au début du xix[e] siècle. — Relèvement économique sous le prince Miloche. — Le départ des Turcs et l'acquisition de terres par les agriculteurs. — Rachat de terres par l'Etat après le Congrès de Berlin. — Le bien-être du paysan et son role dans le développement de l'Etat. — Nouveaux problèmes économiques et sociaux. — Progrès réalisé par l'agriculture. — Ecoles d'agriculture, stations agronomiques, pépinières d'arrondissement ... 13

CHAPITRE II

L'Agriculture, principale industrie du pays. — La superficie de la terre cultivée et sa répartition. — A-t-elle atteint le maximum? — La population. — Pertes causées par les guerres, depuis 1912. — Colonisation intérieure. — Les campagnards et les citadins. — L'émigration. — Répartition de la propriété foncière. — La grande famille. — Zadrouga, comme facteur économique et social. — Le homestead. — Les greniers communaux. — Les associations coopératives. — Le morcellement et ses méfaits. — Le role de l'Etat. — La propriété dans la Nouvelle Serbie. — Banque Agricole ... 27

CHAPITRE III

Production agricole. — Importation et exportation des produits agricoles. — Méthodes de culture. — Machines agricoles. — Céréales : maïs, blé, orge, avoine. — Plantes commerciales : tabac, chanvre, betterave, opium. — Fruits. — Pruneaux. — Forêts. — Elevage. — Exportation du bétail. — Les abattoirs ... 47

Pages

CHAPITRE IV

L'agriculture serbe comparée a celle des autres pays. — Qualités de l'agriculteur serbe. — Les causes qui ont retardé le développement économique du pays. — Émancipation économique. — Guerre douanière et ses effets. — L'occupation de la Serbie et son exploitation par les Autrichiens et les Bulgares............ 63

CHAPITRE V

La démocratie d'après Montesquieu. — Les caractéristiques de la démocratie serbe. — Ses origines. — Ses bases économiques. — La doctrine de Taine et la démocratie serbe. — La démocratie serbe et la question yougo-slave.................................. 71

Paris. — Imp. L. Pochy, 52, rue du Château. — 926-17.

Milorade ZÉBITCH

LA SERBIE AGRICOLE

ET

SA DÉMOCRATIE

Préface de **YVES-GUYOT**



LIBRAIRIE BERGER-LEVRAULT

PARIS | NANCY
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS | RUE DES GLACIS, 18

1917

Le Traité de Francfort. *Étude d'histoire diplomatique et de droit international* par Gaston May, professeur à l'Université de Paris. (Ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques.) 1910. Volume in-8 de 360 pages, avec 3 cartes dans le texte, broché .... 6 fr.

L'Impérialisme français, par le comte de Fels. 1916. Volume in-8.... 2 fr.

La Manœuvre allemande pour avoir la Paix, Préface de Georges Reynald, sénateur de l'Ariège, secrétaire de la Commission des Affaires étrangères. 1917. Volume in-12 .... 1 fr.

Les Forces économiques des puissances belligérantes avant la guerre, par B. Fayolle, ingénieur. 1916. Volume in-12 .... 60 c.

Le Droit français pendant la Guerre. **Le Statut des sujets ennemis,** par Jean Signorel, docteur en droit, membre et secrétaire de l'Académie de législation. 1916. Volume grand in-8 .... 5 fr.

Statistiques de Guerre. *Statistique comparée des Territoires cédés par la France en 1871. — La Question des chemins de fer d'Alsace-Lorraine en 1870-1871. — Le Revenu domanial des États allemands,* par Paul Meuriot, vice-président de la Société de Statistique de Paris. 1916. Brochure grand in-8 .... 1 fr. 50

Quatre cents Milliards. *Étude sur le coût de la Guerre et les indemnités que les Puissances ennemies pourront payer,* par Barthélemy Rey. 1916. Volume grand in-8 .... 1 fr. 50

Le Reichstag impérial (1871-1912). *Étude de démographie politique,* par Paul Meuriot, membre de la Société de Statistique de Paris et de l'Institut international de Statistique. 1914. Brochure grand in-8 .... 2 fr. 75

Le Crédit de Banque en Allemagne et en France et notre avenir économique, par F. Duplessis, expert-comptable près la Cour d'appel de Paris. 1916. Volume in-8 .... 2 fr.

L'Allemagne et sa situation économique, par Émile Chantriot, agrégé de l'Université. Avec une préface de M. Wilhelm Fœrster, professeur à l'Université de Berlin. 1910. Volume in-12, broché .... 2 fr. 50

L'Organisation du Crédit en Allemagne et en France, par André Liesse. 1915. Volume in-12 .... 90 c.

Les Dessous économiques de la Guerre, par Christian Cornélissen, économiste hollandais. Préface de Ch. Andler, professeur à la Sorbonne. In-12. 60 c.

Le Développement économique de l'Allemagne contemporaine (1871-1914), par Albert Pingaud, consul général de France. In-12 .... 75 c.

La Prospérité économique de l'Allemagne. *Sa « Place au Soleil » et la Guerre,* par Gaston Cadoux. 1916. In-12 .... 40 c.

La Conquête de l'Autriche-Hongrie par l'Allemagne. *Une nouvelle forme du pangermanisme : le « Zollverein »,* par Adrien Bertrand. 1916. In-12. 60 c.

Les Emprunts de guerre de l'Allemagne, par André Liesse, membre de l'Institut. 1916. In-12 .... 60 c.